



# BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage  
médiatique en Afrique

## CAMEROUN 2011

French/English Version

LE BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS - CAMEROUN 2011

**Friedrich-Ebert-Stiftung**  
Bureau Cameroun  
BP 11 939, Yaoundé  
Boulevard de Russie  
Yaoundé-Bastos  
Phone: +237 22 21 29 96  
Fax: +237 22 21 52 74  
E-Mail: [info@fes-kamerun.org](mailto:info@fes-kamerun.org)  
[www.fes-kamerun.org](http://www.fes-kamerun.org)

**Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)**  
fesmedia Africa  
P O Box 23652  
Windhoek  
Namibia  
Tel: +264 61 237438  
Fax: +264 61 237441  
E-mail: [fesmedia@fesmedia.org](mailto:fesmedia@fesmedia.org)  
[www.fesmedia.org](http://www.fesmedia.org)

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**  
  
fesmedia Africa

  
AFRICAN  
MEDIA  
BAROMETER

ISBN No. 978-99916-873-0-8

**Published by:**

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)  
fesmedia Africa  
P O Box 23652  
Windhoek, Namibia  
Tel: +264 (0)61 237438  
E-mail: [fesmedia@fesmedia.org](mailto:fesmedia@fesmedia.org)  
[www.fesmedia.org](http://www.fesmedia.org)  
Director: Mareike Le Pelley

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

**ISBN**

No. 978-99916-873-0-8

**FREE COPY**

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or *fesmedia Africa*. *fesmedia Africa* does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

MAGAZINES DEGREE DOCUMENTS DEGREE DOCU- REPORT

# TABLE DES MATIERES

EFFI- TION TRUTH POINT ACCESS BOOKS BOOKS

## Secteur 1 7

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

## Secteur 2 21

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

## Secteur 3 33

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

## Secteur 4 43

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

## ENGLISH 57

English Version  
African Media Barometer  
Cameroon 2011

# Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (African Media Barometer, AMB) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatiques sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'AMB est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a créé le Baromètre des Médias Africains (AMB) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (AMB) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports AMB sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA).

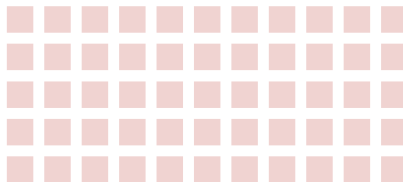
## Méthodologie et système de notation

Tous les deux à trois ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant un jour et demi, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 45 indicateurs prédéterminés. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui est aussi responsable de la rédaction du report AMB.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

## Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports biannuels ou tri-annuels mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée.

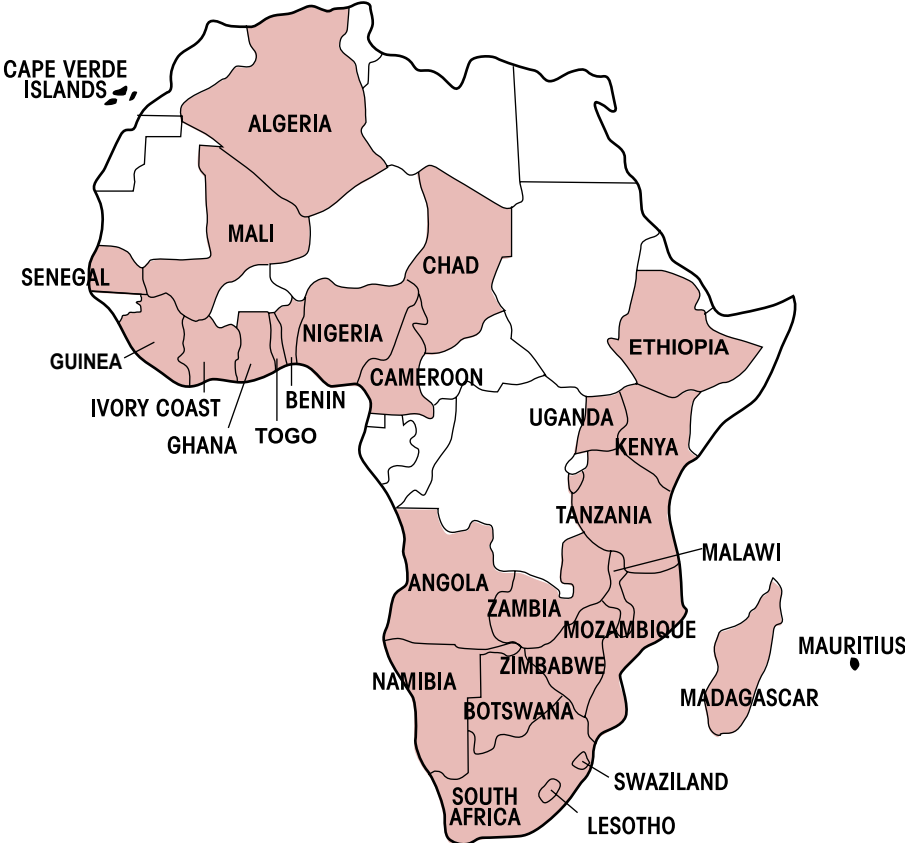
Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung.

Fin 2008, les indicateurs ont été révisés, amendés, et de nouveaux indicateurs qui traitent des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été intégrés afin de répondre au progrès rapide de ce secteur.

Vers la fin de 2010, le Baromètre des Médias Africains avait déjà eu lieu dans 27 pays africains, dont certains d'entre eux pour la troisième fois.

**Mareike Le Pelley**  
**Directrice du Projet Médias**  
**en Afrique (fesmedia Africa)**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung,**  
**Windhoek, Namibie**

**Kaitira Kandjii**  
**Directeur Regional**  
**L'Institut des Média pour**  
**l'Afrique Australe (MISA)**  
**Windhoek, Namibia**



*Les 28 pays d'AMB 2005-2011*

# BAROMETRE DES MEDIAS EN AFRIQUE – CAMEROUN 2011

## Résumé

Avec deux langues officielles (l'anglais et le français) et 20 millions d'habitants, le Cameroun s'inscrit comme une nation biculturelle et bilingue unique dans la sous région d'Afrique Centrale voire du continent africain. Ce caractère atypique s'impose à tous les niveaux de la vie nationale et se ressent particulièrement dans le secteur des médias. Il est fréquent au Cameroun que les gros titres en anglais et en français se disputent la couverture du même journal ou magazine, que les programmes télévisés et radiophoniques soient proposés en bilingue, ou qu'un présentateur passe d'une langue à l'autre au cours de la même intervention.

Il est manifeste que le Cameroun présente une pluralité médiatique impressionnante : environ 500 journaux et magazines répertoriés, une centaine de stations de radio, un peu plus d'une dizaine de chaînes télévisées et 10 plates-formes multimédias ; ce qui reste un record pour une population de 20 millions d'habitants. Certes, ces statistiques ne représentent que partiellement les réalités du secteur médiatique national en termes d'accès, de diversité, de professionnalisme, de propriété et de normes éthiques. Cette cohabitation paradoxale entre une démultiplication des organisations médiatiques et un développement du secteur encore insatisfaisant s'explique par plusieurs facteurs. Ils touchent les normes professionnelles et d'éthique médiatique suivantes : un fort conflit d'intérêts chez les journalistes et les propriétaires des médias (lesquels profitent souvent de cet accès pour assouvir des ambitions personnelles), un manque de modèle de réussite économique, et une absence de syndicats organisés ou d'associations qui pourraient assurer aux professionnels des médias une défense de leurs intérêts et de ceux de la profession. Pour exemplifier la situation actuelle, on peut parler des mesures de développement à long terme de l'industrie d'impression qui tentent de répondre aux effets asphyxiants du monopole du réseau de distribution. Ne comptant qu'une compagnie de distribution d'un journal privé, seuls les dépôts de distribution à forte concentration de lecteurs sont retenus. Ainsi des zones entières du pays ont été évincées. Pire encore, les coûts de distribution reviennent à 44% du prix de revient, ce qui laisse les éditeurs bien démunis lorsqu'il s'agit de couvrir les frais élevés de production (comme l'impression, les salaires des employés et les dépenses de la direction). Les investissements dans le secteur audiovisuel sont freinés par des coûts de licences prohibitifs atteignant 100 millions de francs CFA (ce qui représente environ 210.000 Dollars US) pour ouvrir une chaîne de télévision nationale.

Dans cette morosité ambiante, les nouveaux médias connaissent, eux, un développement fulgurant au Cameroun (notamment les téléphones portables qui

offrent aux citoyens un accès supplémentaire à l'information). Il existe plus de 7 millions d'abonnés, ce qui représente 40 % de la population camerounaise. Les services Internet deviennent de plus en plus accessibles et les réseaux d'accès libre sont en expansion, ce qui laisse espoir aux régions les plus reculées d'être un jour connectées à Internet. Le gouvernement déploie actuellement un réseau en fibre optique qui, aux dires des spécialistes de cette industrie, devrait considérablement améliorer la qualité du réseau.

Devant cet état paradoxal mélangeant sous performance et potentiel d'innovation prometteur, les professionnels des médias et autres partenaires ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes si l'essor des médias n'atteint pas son potentiel optimal. Leur responsabilité est d'autant plus cruciale vu l'impact du secteur médiatique sur le développement du pays.



# SECTEUR 1:

**La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue**

# La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

## 1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

La Constitution du Cameroun garantit un large panel de libertés, dont la liberté d'expression et de la presse. Dans le préambule de la Constitution de 1996, il est stipulé que :

*La liberté de communication, d'expression, de la presse, de regroupement, et de syndicalisme, ainsi que le droit de grève doivent être garantis en accord avec les conditions fixées par la loi.*

En décembre 1990, en réponse à la demande du peuple, le pays a ratifié les dites "lois de liberté", qui incluent une nouvelle loi sur la Communication Sociale. Cette loi fixe les conditions d'exercice de liberté d'expression et de presse en accord avec la Constitution. Il est mentionné dans deux articles distincts (le 6 et 36.1) que les opérations d'impression et de médias audiovisuels doivent être gratuites.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

5.0 (2008 = 3.4)

## 1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Après la libéralisation du secteur audiovisuel en 2000, l'émergence des talk-shows radiophoniques et des débats télévisés a permis de donner la parole aux Camerounais. Les critiques des talk-shows visent souvent les actions du gouvernement et les responsables de l'administration publique. Mais ces critiques restent assignées à la "tolérance administrative", terme assez flou qui désigne le pouvoir de l'autorité publique à interdire ou fermer toute publication, radio, chaîne de télévision ou à arrêter tout citoyen qui feraient publiquement des commentaires considérés comme des atteintes à l'ordre public. Le recours à l'intimidation est assez répandu et la population hésite à parler publiquement. La diffamation criminelle pousse les journalistes à l'auto-censure. Même si les membres du grand public veulent partager leurs commentaires sur les questions nationales avec les journalistes, ils demandent généralement à rester anonymes.

En 2010, se rendant à la capitale Yaoundé en taxi, un enseignant a été dénoncé par l'un des passagers, un agent secret, et arrêté par la police avant d'être maintenu en détention pendant plusieurs semaines. Il a été accusé d'offense présumée contre le Chef de la Nation suite à ses propos déplorant la fermeture des accès routiers lors des déplacements du Président. En février 2008, le Ministre de la Communication a suspendu la chaîne de télévision Equinox et son antenne radio Equinox Radio pour avoir programmé des émissions traitant de tensions sociales qui ont débouché sur des émeutes cette année-là. Les autorités ont affirmé avoir fermé ces stations car elles n'avaient pas de licences en règle. Pourtant, une semaine plus tard, les forces de sécurité envahissaient les locaux de Magic FM, une station de radio de Yaoundé, les accusant d'avoir laissé passer en direct des commentaires anti-gouvernementaux (1). A l'heure même de la rédaction de ce document (avril 2011), trois journalistes sont en attente de jugement dans la capitale économique, Douala, accusés d'avoir 'illégalement obtenu' des documents appartenant à la police judiciaire.

Même si la Constitution garantit la liberté d'expression, les journalistes et les citoyens ne peuvent exercer ce droit en toute sécurité. Il n'existe pourtant aucune loi officielle baillonnant la presse ou le public. Les problèmes émanent avant tout de l'excès de zèle de certains officiels qui peuvent trouver une échappatoire légale pour réduire au silence les voix anti-gouvernementales.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

2.7 (2008 = 2.6)

### 1.3 Il n'y a pas de loi limitant la liberté d'expression telles que des lois excessives sur les secrets d'Etat et les délits de presse, ou des lois qui empiètent de façon déraisonnable sur les responsabilités des médias.

*« même si les lois de diffamation visent le grand public, les journalistes qui doivent constamment se réunir et rendre les informations publiques, estiment que ces lois sont particulièrement restrictives dans leur travail »*

Le Code Pénal camerounais pourvoit, par exemple dans le cas de la diffamation criminelle, à l'annulation des garanties constitutionnelles de liberté d'expression. Selon l'un des panélistes, « même si les lois de diffamation visent le grand public, les journalistes qui doivent constamment se réunir et rendre les informations publiques, estiment que ces lois sont particulièrement restrictives dans leur travail ». Un journaliste encourt jusqu'à six mois de prison pour diffamation, et un citoyen jusqu'à trois ans d'emprisonnement s'il est reconnu coupable de divulgation de fausses informations. « Si on prend les infractions de la presse, le Code Pénal l'emporte sur la loi de la Communication Sociale de 1990 », explique un panéliste.

La censure administrative est officiellement abolie au Cameroun. Pourtant, les articles 13 et 14 de la loi de la

Communication Sociale obligent les éditeurs des journaux et des magazines à faire parvenir 'dans les deux heures après publication' deux copies de chaque publication au procureur de l'Etat et à l'autorité administrative locale. L'article 17 de la même loi autorise une autorité administrative à saisir une publication si elle estime que son contenu est une violation à l'ordre public. Le Ministre de l'Administration Territoriale peut s'opposer à une publication sur les mêmes critères. N'importe quel

individu est en droit d'arrêter une publication s'il juge que son « honneur, dignité, considération, réputation ou vie privée » a été entaché dans un article de journal. L'anonymat des sources est garanti par la loi de la Communication Sociale, cependant les journalistes peuvent être emprisonnés s'ils présentent à la Cour des documents administratifs comme pièces à convictions car de tels documents peuvent être considérés comme allant à l'encontre des lois administratives de secret professionnel et de confidentialité. En ce qui concerne les délits de la presse, il en revient aux journalistes de prouver la validité de l'information publiée ou émise et non pas aux accusés. Un panéliste souligne que : « Le Cameroun a la fâcheuse tendance à recourir à des mesures légales cachées dans des textes ou des clauses de la législation qu'un juge peut aisément utiliser en toute impunité pour condamner un citoyen ou un journaliste ».

*« Le Cameroun a la fâcheuse tendance à recourir à des mesures légales cachées dans des textes ou des clauses de la législation qu'un juge peut aisément utiliser en toute impunité pour condamner un citoyen ou un journaliste »*

1) <https://cpj.org/news/2008/africa/cameroun28feb08na.html>

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓																		
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur			✓	✓	✓	✓													
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur		✓					✓		✓	✓									
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																			✓
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																			

Moyenne de l'indicateur:

2.5 (2008 = 1.9)

## 1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias.

Le Cameroun a signé assez peu de protocoles régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et de la presse, comme la Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance et le Protocole de Florence, ce dernier demandant l'exonération fiscale de la consommation du papier d'impression. La requête des organisations médiatiques n'a pas encore réussi à faire ratifier le Protocole de Florence par le gouvernement. De nombreuses maisons d'impression, comme Macacos (un imprimeur catholique qui imprime plus de 75% des journaux nationaux), se plaignent souvent des taxes punitives et des charges douanières prohibitives sur l'importation de papier. Certains outils internationaux et régionaux, comme les Déclarations de Windhoek et de Bamako, ne sont pas légalement considérés comme des instruments fiables, et les panélistes pensent que le gouvernement s'octroie le droit de les respecter ou non.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓				✓	✓	✓	✓		✓								
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur		✓	✓							✓								
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur																		✓
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																		
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																		

Moyenne de l'indicateur:

1.5 (2008 = n/a)

## 1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Depuis 1990, les licences pour journaux ou magazines ne sont plus en vigueur au Cameroun. Cependant, la loi de la Communication Sociale demande aux fondateurs et aux éditeurs de soumettre une 'déclaration de journal' à l'autorité administrative et d'attendre l'obtention du reçu correspondant à cette demande avant toute publication. Dans la pratique, cette formalité fait office d'autorisation.

La déclaration doit être accompagnée, entre autres, des informations et documents suivants : nom du fondateur, de l'éditeur et de l'éditeur adjoint, une photocopie conforme de la carte d'identité ainsi que du relevé de casier judiciaire

des fondateurs, co-fondateurs et éditeurs, et les deux contrats de travail signés par deux journalistes employés dans le service de publication. Quand bien même les journaux et magazines relèvent de cette déclaration, l'autorité administrative a toujours le droit de la rejeter et peut ainsi arrêter une publication. Donc, malgré les changements apportés par la loi de 1990, il faut toujours obtenir une autorisation avant publication. Les journaux ne possédant pas de « reçu de déclaration » sont considérés comme illégaux.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓										
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur																	✓	✓
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur				✓														
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																		
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères d'indicateur																		

Moyenne de l'indicateur:

1.7 (2008 = n/a)

## 1.6 Il n'y a pas de loi qui restreint l'entrée dans, et l'exercice de la profession de journaliste.

La loi camerounaise en matière de communication définit le statut de journaliste comme toute personne qui, de part ses "facultés intellectuelles" résultant de stages ou de "talents", est considérée apte à collecter et traiter une information destinée à une publication sociale. Aucune qualification académique n'est requise.

Mais en 2002, le Premier Ministre a signé un décret qui redéfinit les conditions d'obtention de carte de presse reconnue par l'Etat, ainsi les candidats doivent avoir obtenu au minimum un deug ou une licence en journalisme, ou une licence universitaire dans un autre sujet cumulée à deux ans d'expérience dans le journalisme. Ce même décret ajoute que les personnes qui peuvent apporter la preuve d'une expérience professionnelle en journalisme doivent passer devant la commission des 'cartes de presse' qui jugera de la validité de cette expérience en fonction des stages et séminaires (au total une période minimale de trois mois) suivis par le candidat après sa formation initiale.

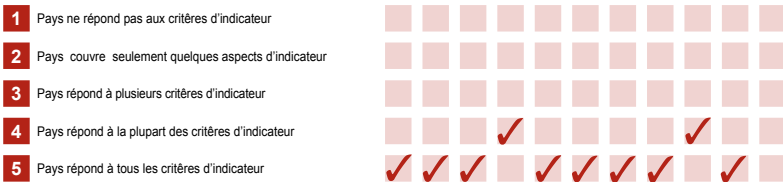
La carte de presse, reconnue par l'Etat, est un sujet polémique. Les conditions de son obtention sont jugées très restrictives puisqu'il faut fournir un contrat de travail, la souscription à une assurance sociale et un relevé de salaire. Les journalistes

estiment que dans la plupart de leurs tâches professionnelles cette carte n'est pas nécessaire, mais elle est demandée pour tous les événements organisés par l'Etat et par la fonction publique.

Malgré la délivrance laborieuse des cartes de presse par l'Etat, il n'existe pas de restrictions légales pour pratiquer le journalisme en général, et les panélistes estiment que l'entrée dans la profession et les pratiques de ce marché ne peuvent être jugées comme restrictives au Cameroun.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.8 (2008 = 2.4)

## 1.7 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et/ou par les tribunaux.

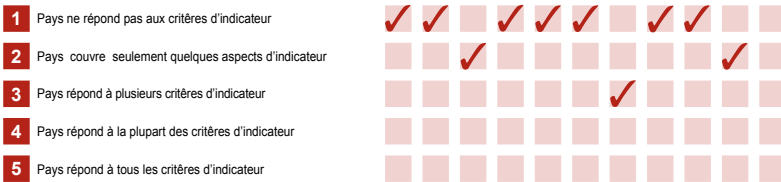
*« A chaque fois qu'un journaliste passe devant la police ou la cour, c'est la première chose qu'on lui demande »*

En ce qui concerne la confidentialité des sources, les panélistes estiment que la situation se résume à "donner pour mieux reprendre". Par exemple, l'article 50.1 de la loi de la Communication Sociale établit la garantie et la reconnaissance de la confidentialité des sources. Mais la même loi autorise le juge à exiger cette source du journaliste sous enregistrement vidéo. " A chaque fois qu'un journaliste passe devant la police ou la cour, c'est la première chose qu'on lui demande" dit l'un des panélistes.



## Le pointage:

### Notes individuelles:



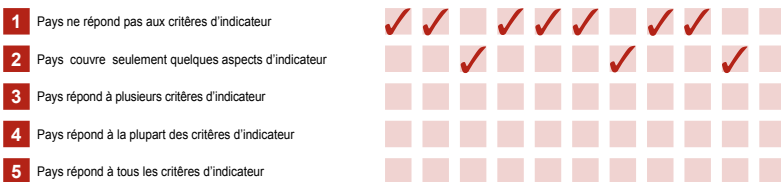
Moyenne de l'indicateur: 1.4 (2008 = 2.1)

## 1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi et à tous les citoyens.

Les lobbys et organisations médiatiques se battent depuis des années pour l'obtention d'un accès aux informations légales mais jusqu'à présent sans résultats. Dans la fonction publique, les fonctionnaires ont un devoir de secret professionnel qui leur interdit de divulguer des documents ou même parler à la presse sans autorisation préalable. La plupart des documents administratifs, surtout s'ils émanent de communications entre ministres ou haut-fonctionnaires, sont estampillés confidentiels. Les journalistes peuvent être emprisonnés s'ils sont trouvés en possession de tels documents, même lorsqu'il s'agit de rapports de police ou d'enquêtes judiciaires. Même les médias gouvernementaux rencontrent des difficultés à se procurer ces documents, ils n'ont accès qu'à ce que le gouvernement accepte de publier. L'un des panélistes parle de l'administration au Cameroun comme d'une "institution bien silencieuse".

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.3 (2008 = 1.3)

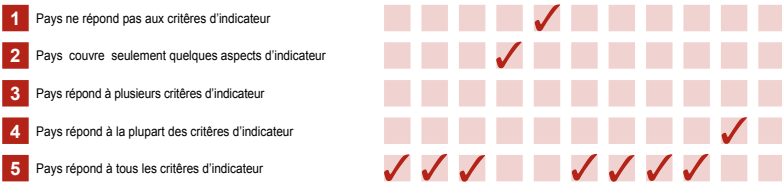
## 1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Encore aujourd'hui, aucune autorisation n'est nécessaire pour les sites web ou les blogs. Mais certaines clauses d'une loi de 2010 sur la Communication Electronique, qui établissent l'obligation d'une concession, licence ou accréditation des opérateurs du secteur de communication électronique, pourraient être applicables aux sites web et blogs. Dans les pratiques, il n'en demeure qu'aucune autorisation officielle n'est requise. Différentes lois sont actuellement à l'étude, mais leur format et leurs perspectives restent encore flous.

Il existe au Cameroun environ 10 plates-formes Internet très actives dont certaines sont originaires du pays et d'autres de l'étranger. Parmi les plus connues, on peut citer : et [www.Camer.be](http://www.Camer.be) et [camerounlink./net](http://camerounlink./net).

### Le pointage:

#### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.2 (2008 = n/a)

## 1.10 L'État ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.

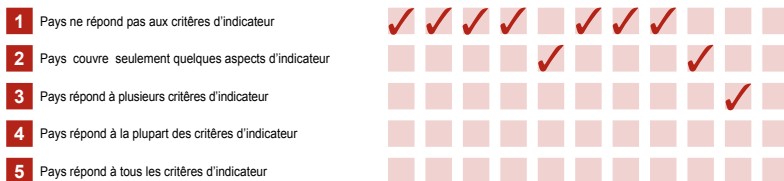
Il est assez clair que le gouvernement essaie de filtrer le contenu des sites web. En mars 2011, après les événements survenus en Tunisie, en Egypte, en Lybie et dans d'autres pays arabes, les autorités camerounaises ont obligé l'opérateur de téléphonie mobile MTN à suspendre son Twitter par accès sms. Ce service est resté suspendu environ 10 jours. On parle d'engager une compagnie privée qui décrypterait les contenus électroniques pour le compte du gouvernement. Le plan

actuel viserait, tout d'abord, la fermeture de l'accès à certains sites pour les clients des Cybercafés.

Le Ministère de la Communication a mis en place un observatoire pour contrôler les contenus en ligne. Ceci laisse pressentir une déviance potentielle de fermer tout site dont le contenu serait jugé hostile au gouvernement, mais pour l'instant une telle pratique n'a pas été démontrée. Un autre comité, composé de représentants du Ministère de la Poste et des Télécommunications, et des forces de sécurité, a pour fonction d'attribuer les fréquences et de vérifier si l'utilisation des nouvelles technologies de la communication ne portent pas atteinte à l'ordre public.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



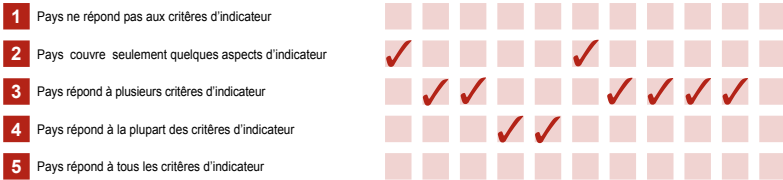
Moyenne de l'indicateur: 1.5 (2008 = n/a)

## 1.11 La société civile en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

Le Cameroun présente un nombre important de groupes de lobby médiatiques et d'associations professionnelles. Durant le jour international de la liberté de la presse (le 3 mai 2010), le syndicat des journalistes (UCJ) a protesté en plein centre de Yaoundé contre la mort en prison d'un journaliste non jugé, et a appelé à l'abandon de la diffamation criminelle ... Plusieurs syndicats de journalistes militent également pour la professionnalisation du secteur et soutiennent souvent les journalistes dans les disputes syndicales. Les journalistes sont regroupés sous des associations qui dépendent fortement de l'impulsion de ses membres. On peut citer l'Association des Reporters Economiques, L'Association des Reporters Sportifs, le Syndicat des Reporters pour la Santé et l'Environnement, etc... Mais la multiplicité des organisations et l'absence d'un organe pour les centraliser en limite l'efficacité. Les organisations de la société civile ne soutiennent pas énormément la cause des journalistes, notamment parce qu'elles n'appréhendent pas de manière très juste les besoins des médias.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 3.0 (2008 = 1.7)

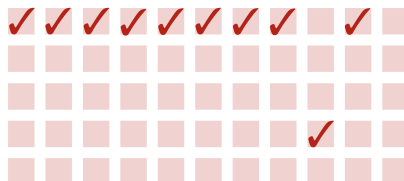
## 1.12 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intérêt.

Lorsqu'il s'agit de formuler des textes de loi, le gouvernement camerounais a généralement recours à des "consultants discrets". D'ailleurs, parfois leurs avis seront finalement écartés. Tout brouillon finit sur la table de la présidence où il est minutieusement passé en revue. Le public pense que ces consultants n'ont pour fonction que de formuler la nouvelle loi mais que celle-ci est pré-définie par le gouvernement sans réelle consultation de fond. Dans toute la procédure, la consultation des citoyens ou d'autres groupes n'est jamais effectuée. Dans quelques rares cas, comme la sélection de membres pour des organes électoraux nationaux de l'Observatoire des Elections Nationales (à présent dissout et remplacé par Elections Cameroon ELECAM), le gouvernement consulte les partis politiques et les groupes de la société civile mais ils se plaignent de la piètre considération de leurs opinions dans le résultat final. La même réprobation s'est fait sentir avant l'adoption de la constitution de 1996 (statuant sur la durée maximum du terme du Président de la République du Cameroun), lorsque la soit-disant consultation du grand public s'est avérée une formalité sans considération effective.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.3 (2008 = n/a)

Note du secteur 1:

2.6 (2008 = 2.2)



# SECTEUR 2:

**Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.**

## Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

### 2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet) est disponible et est financièrement accessible aux citoyens

Le Cameroun possède des centaines de journaux enregistrés, dont 6 quotidiens et une douzaine d'hebdomadaires. Les journaux sont surtout disponibles dans les centres urbains qui sont fournis par la seule société de distribution existant, Messapresse. En réponse au service insatisfaisant de cette société, certains journaux dominants ont organisé des réseaux de distribution parallèle. Mais ces efforts restent un peu vains faute de ressources et à cause de l'isolation géographique de certaines parties du pays. *L'Effort Camerounais*, une publication catholique installée à Douala, bénéficie de son réseau de diocèses et de paroisses, et touche la population la plus étendue du Cameroun. Les publications régionales ont plus de chances d'atteindre le lectorat des zones rurales de leurs régions. Cependant, les journaux qui parviennent à quadriller ces endroits le font avec souvent plusieurs jours de retard voire jusqu'à une semaine.

Les journaux camerounais avoisinant les 10-12 pages en moyenne sont vus comme très honorés. Ils coûtent 400 CFA (environ 1\$ US). A échelle économiquement comparable, le prix des journaux sénégalais varie entre 150 et 200 CFA. Le prix du journal gouvernemental *Cameroon Tribute* coûte 400 CFA mais il propose 32 pages. Pour la population camerounaise moyenne, c'est un prix très élevé, et même les plus aisés n'en achètent guère plus d'un par jour.

Il existe un large panel de stations radiophoniques et télévisées qui offrent un programme diversifié. Cependant, seul le signal de la radio gouvernementale Cameroun Radio Television (CRTV) couvre l'ensemble des dix régions. Et certaines parties du pays plus reculées subissent des coupures de réseaux pour cause de défaillance des transmetteurs. Les programmes privés visent majoritairement les zones urbaines. Aujourd'hui, les radios et chaînes télévisées communautaires foisonnent dans les petites villes et les villages. Dans les centres urbains, beaucoup sont connectés au satellite TV pour un forfait mensuel de 5000 CFA (environ 11\$ US). La radio devance la télévision car son prix reste moins élevé. En zone rurale, les deux médias subissent les coupures de courant.






Internet ne s'est pas encore imposé comme la première source d'information au Cameroun. La pénétration du web est estimée à 4% pour une population de 20 millions d'habitants. A travers tout le pays, l'accès à Internet se fait par les



cybercafés dirigés par des propriétaires privés, leur clientèle vient y travailler. Une heure d'Internet coûte environ 400 CFA ( 1\$ US). Le deuxième lieu d'accès à Internet est au bureau. La plupart des bureaux sont connectés à Internet et c'est là que les salariés le consultent, profitant du débit illimité et de l'absence de réglementation restrictive (ce qui n'est plus possible dans les pays développés). Enfin, la connection privée à Internet, qui était jusqu'ici rare et extrêmement honéreuse, expérimente une envolée. De plus en plus de personnes reçoivent Internet à la maison et utilisent des téléphones portables. L'ampleur d'émission disponible étant relativement faible, la réception du Ipod est quasi impossible. Par contre, les annonces de naissances, mariages, décès s'effectuent grâce aux téléphones portables qui atteignent une pénétration de 40 %.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur: 2.8 (2008 = 2.6)

## 2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les pouvoirs publics.

Une fois imprimés, les journaux sont relativement accessibles à qui peut se les offrir. Les Camerounais sont aussi friands de nombreux médias étrangers. La télévision câblée est très répandue dans le milieu urbain et son contenu dépend de ce que les opérateurs réussissent à obtenir. Dans les grandes villes, les grands magazines et journaux étrangers tel *International Herald Tribune*, *Jeune Afrique*, *New African*, *Le Monde* sont en circulation. Cependant, le retrait du Twitter par sms en mars 2011 pourrait être un signe de restriction d'accès à certains médias de la part des autorités gouvernementales.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 4.5 (2008 = 4.7)

## 2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les communautés rurales.

Les efforts pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite restent très marginaux. L'unique société de distribution, Messapresse, hésite à envoyer les journaux en zone rurale à cause de la non rentabilité des opérations. Le journal gouvernemental *Cameroon Tribune* essaie de couvrir la plus grande partie du territoire en utilisant son réseau de bureaux administratifs, tandis que *L'Effort Camerounais* passe par les églises catholiques. L'un des journaux, *The Farmer's Voice*, est principalement distribué en zone rurale où il a son lectorat. Mais toute la circulation est touchée par le monopole de Messapresse combiné à la pauvreté rurale, l'illettrisme et les mauvaises infrastructures routières.

*« Si l'on parle de systèmes alternatifs de circulation, les journaux sont tributaires de ce qu'ils peuvent financièrement s'offrir. »*

Plusieurs tentatives pour casser le monopole de Messapresse, en créant une seconde compagnie de distribution, ont échoué. Les propriétaires des journaux se considèrent plutôt comme des rivaux, et tous les efforts qui ont été faits pour une stratégie commune de distribution n'ont jamais abouti. *Le Messenger* et *The Standard Tribune* ont testé leurs propres moyens de distribution mais se sont vite confrontés à des obstacles comme la difficulté à recouvrir les ventes et les sabotages présumés de Messapresse. Pour contrer les défaillances de la distribution, quelques journaux organisent une distribution parallèle mais vu son prix de revient elle n'est pas viable. "Si l'on parle de systèmes alternatifs de circulation, les journaux sont tributaires de ce qu'ils peuvent financièrement s'offrir.", dit l'un des panélistes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

1.7 (2008 = 1.6)

## 2.4 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est protégée contre l'ingérence politique abusive.

Il est incertain que la publication gouvernementale *Cameroon Tribute* possède une ligne de conduite éditoriale précisément formulée. Mais ce qui est sûr, c'est que l'ingérence de l'État y est constante. Depuis maintenant plusieurs années, le journal envoie un résumé des "gros titres" des jours à venir au Ministre de la Communication pour contrôle le jour qui précède la publication. Son comité est dirigé par un représentant officiel du gouvernement, généralement un haut-fonctionnaire de la Présidence. Les journalistes se plaignent des reproches réguliers des membres du gouvernement sur des articles publiés, et dénoncent le fait d'être forcés à pratiquer l'auto-censure. Cependant, plusieurs journalistes qui travaillent pour un quotidien gouvernemental, guidés par les flambeaux de la profession et ayant étudiés à un bon niveau, se sont maintes fois élevés contre ces consignes. L'un des exemples récents est la décision prise en 2011 par l'équipe éditoriale du journal d'Etat le *Cameroon Tribune* de rejeter la proposition de certaines personnalités du gouvernement de publier des parties entières du livre *The people's Call* de Paul Biya, qui consiste en une collection de lettres écrites par des personnes éminentes du parti au pouvoir appelant à la ré-élection du Président pour un nouveau mandat de 7 ans.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓					✓	✓	✓	✓	✓	✓		
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur		✓		✓									
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur													
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur			✓										
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur													

Moyenne de l'indicateur: 1.5 (2008 = 1.3)

## 2.5 Une législation/ régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et des monopoles.

L'article 43 de la loi de Communication Sociale de 1991 autorise à une licence audiovisuelle par individu. Il est également interdit d'être en même temps propriétaire d'une station télévisée ou de radio et d'un journal. Les Camerounais pointent du doigt l'accumulation illégale des fonctions dans le cas de Equinoxe TV, Radio Equinoxe et du journal *La Nouvelle Expression* dont le propriétaire serait une seule et même personne mais qui utiliserait les noms de membres de sa famille.

Le propriétaire de *Spectrum Television* dirige deux chaînes, mais les panélistes ne sont pas sûrs que cela soit considéré comme deux organes médiatiques distincts nécessitant deux licences.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur													
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur													
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur													
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	✓			✓	✓			✓	✓				
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur		✓	✓			✓	✓			✓			

Moyenne de l'indicateur: 4.5 (2008 = 2.3)

## 2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

Le Cameroun possède 500 journaux enregistrés, mais seulement une vingtaine sont réguliers et respectables. Depuis 2000, lors de la libéralisation du secteur médiatique, le nombre de radios et de chaînes télévisées a fortement augmenté : plus de 25 en 2011. Malgré ce développement quantitatif, il est difficile de statuer si le paysage médiatique est viable et indépendant. La publicité est faible et les propriétaires des médias ont souvent recours aux prêts de politiques ou groupes pour rester sur le marché.

Il y a plusieurs années, le gouvernement a introduit des subventions pour les médias d'un montant de 250 millions CFA par an (environ 554.000\$ US), mais pour beaucoup ce geste est risible car le montant est trop insignifiant pour assurer une quelconque viabilité au secteur. Les médias doivent partager ce montant avec les compagnies d'imprimerie, les associations professionnelles et les opérateurs du câble. Selon l'un des panélistes, "la subvention de l'Etat est une démarche pour donner de l'argent de poche aux propriétaires plutôt qu'un effort pour améliorer la viabilité des médias."

*« la subvention de l'Etat est une démarche pour donner de l'argent de poche aux propriétaires plutôt qu'un effort pour améliorer la viabilité des médias »*

De nombreux professionnels de l'industrie pensent que seules la ratification et la mise en place de la Convention de Florence (qui détaxe les médias sur leur matière première) peuvent assurer une viabilité des médias. Mais, nombreux sont aussi ceux qui estiment qu'une telle résolution donnerait beaucoup trop de pouvoir aux médias qui pourraient devenir une menace sérieuse pour le gouvernement

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

2.2 (2008 = n/a)

## 2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des hommes et des femmes.

En mars, Mutations, premier quotidien privé au Cameroun, a publié un numéro spécial entièrement édité par des femmes, mais ceci était un cas isolé. Lorsque l'on parle des femmes dans les médias, c'est au travers d'histoires d'avortement et de violences domestiques, ce qui ne leur donne pas une image très positive. Plutôt que de plaider pour la cause des femmes, ces reportages ternissent leur image. La raison en est le parti pris de la société camerounaise contre les femmes, ce fait est très clair dans les médias. Les femmes ont peur de se mettre en avant, et la société très 'macho' en déduit qu'elles n'ont rien à dire d'intéressant. L'un des panélistes précise que "quelques femmes à des postes à responsabilité qui pourraient plaider pour les autres refusent les interviews."

*« quelques femmes à des postes à responsabilité qui pourraient plaider pour les autres refusent les interviews. »*

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓							✓	✓					✓					
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur		✓	✓	✓					✓										
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur																			✓
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																			
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères d'indicateur																			

Moyenne de l'indicateur:

1.6 (2008 = n/a)

## 2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix de la société dans sa diversité ethnique, linguistique, religieuse, politique et sociale.

Malgré la grande diversité du pays, les médias au Cameroun ne sont généralement pas sensibles aux questions de l'ethnicité, des langues et de la diversité sociale. Les sujets sont traités en fonction de leur valeur immédiate, qui peut ou non avoir un lien avec la diversité sociale. Ainsi, les politiques ont tendance à dominer les nouveaux programmes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓					✓												
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur			✓					✓	✓								✓	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur					✓			✓										
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																	✓	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	✓																	

Moyenne de l'indicateur:

2.5 (2008 = n/a)

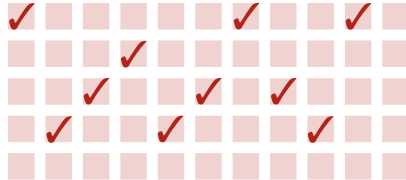
## 2.9 Le pays a une politique cohérente des TICs, qui vise à satisfaire les besoins en informations de tous les citoyens, y compris les communautés marginalisées.

internet au Cameroun représente une pénétration de 4 %, et ses utilisateurs sont concentrés dans les zones urbaines. Cependant, le gouvernement suit une politique cohérente pour le développement des TIC au bénéfice des citoyens et des communautés marginalisées. L'Agence Nationale de la Communication et des Technologies de l'Information (ANTIC) a été créée pour promouvoir le secteur des TIC à l'échelle nationale. Le Comité de Régulation des Télécommunications impose aux opérateurs de téléphonie mobile de couvrir le réseau des zones reculées du pays, incluant les territoires dépeuplés et les villes frontalières. Un programme initié par le Ministère des Postes et des Télécommunications a instauré les 'télécentres communautaires' qui offrent aux zones les plus isolées l'accès à Internet et aux téléphones mobiles. D'autres dispositifs ont formé à l'informatique des milliers de femmes et membres de communautés marginalisées comme les Pygmées. Mais, seule une petite proportion des Camerounais utilise les TIC de manière optimale à cause de l'illettrisme et des coûts de l'équipement, des accessoires et des services.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.6 (2008 = n/a)

## 2.10 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu éditorial.

*« Utiliser la publicité comme un instrument de contrôle de la presse est une pratique si bien organisée qu'elle n'en est même plus scandaleuse »*

A cause d'un secteur privé presque insignifiant, l'Etat demeure le plus gros commanditaire de publicités dans les médias au Cameroun. Au fil du temps, il a profité de cette position avantageuse pour contrôler le contenu des médias. Même si la réglementation en matière de distribution de publicités gouvernementales n'est pas visible, les officiels de l'Etat ont tendance à autoriser la publicité dans les médias 'partenaires' et à la retirer de la presse 'non-partenaire'. Des cas ont aussi montré que certains officiels du gouvernement ont utilisé leur influence pour de la publicité privée. L'un des exemples est le cas de l'ex-ministre des Finances Polycarpe Abah Abah, aujourd'hui détenu pour détournement de biens publics. Il a un jour intimidé une banque privée qui avait sponsorisé un journal qui le critiquait. La banque a annulé son contrat avec le journal. "Utiliser la publicité comme un instrument de contrôle de la presse est une pratique si bien organisée qu'elle n'en est même plus scandaleuse", dit l'un des panélistes



## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓				✓			✓	✓		✓	✓		
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur		✓	✓							✓				
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur														
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur														
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur					✓									

Moyenne de l'indicateur: 1.7 (2008 = 1.5)

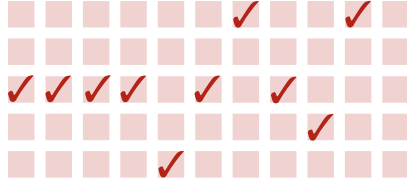
## 2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.

Il est difficile de définir la taille du marché de la publicité au Cameroun. Il y a quelques années, une étude privée a révélé que le secteur de la publicité audiovisuelle représentait annuellement 9 milliards de CFA (environ 19.95 millions de dollars US). Le secteur de l'imprimerie n'a jamais été étudié de manière fiable. Cependant, le marché de la publicité au Cameroun est généralement considéré comme très petit. Seulement 3 sociétés privées font régulièrement de la publicité dans les médias, alors que la plupart des publicités sont commandées par les institutions gouvernementales et les ministères. De plus en plus de publicitaires préfèrent les panneaux et autres plates-formes par crainte d'être associés à des médias connus en raison de leur attitude critique à l'égard de l'Etat. A cause de la part minime du marché publicitaire rétribuée aux médias, les publicitaires tentent d'imposer des taux pour la publicité, qui peuvent être aussi aberrants que 150.000 francs CFA (environ 332.5 \$ US) par page entière de publicité. Beaucoup estiment que la publicité est en faveur des propriétaires des médias et qu'il n'existe pas de critères fixes pour l'attribution de l'espace publicitaire. Les relations personnelles sont un facteur plus déterminant que la circulation, la fréquence, la durée ou l'audience.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.9 (2008 = 1.8)

Note du secteur 2:

2.6 (2008 = 2.0)

# SECTEUR 3:

**La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.**

## La regulation de la communication audiovisuelle est transparente et independante, le diffuseur public est transforme en veritable service public.

### 3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et est appliquée, et crée un environnement favorable à l’audiovisuel public, commercial et communautaire

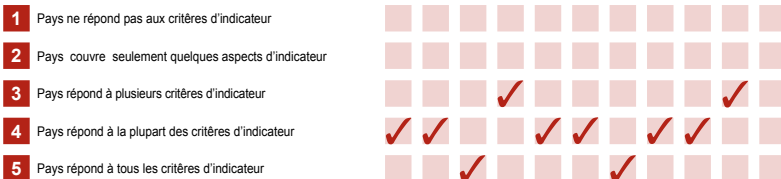
Suite à la loi de la Communication Sociale de 1991, le Premier Ministre a signé un décret, en avril 2000, définissant les conditions et modalités pour l’ouverture et la direction des entreprises de communication audiovisuelle. L’article 9 de ce décret autorise le Ministre de la Communication à délivrer les licences pour le fonctionnement des chaînes télévisées et des stations de radio. Leur validité est de 5 ans pour la radio et 10 ans pour les chaînes télévisées. Le renouvellement se fait sur la base du respect des “conventions, spécifications et des obligations générales” signées lors de la délivrance des licences. Le prix de la licence se décline ainsi:

- radio commerciale locale – 10 millions CFA (environ 20 000 Dollars US)
- radio non-commerciale locale – 5 millions CFA (environ 10 000 Dollars US)
- radio commerciale nationale – 50 millions CFA (environ 100 000 Dollars US)
- radio non-commerciale nationale – 10 millions CFA (environ 20 000 Dollars US)
- TV commerciale locale – 50 millions CFA (environ 100 000 Dollars US)
- TV non-commerciale locale – 10 millions CFA (environ 20 000 Dollars US)
- TV commerciale nationale – 100 millions CFA (environ 200 000 Dollars US)
- TV non-commerciale nationale – 25 millions CFA (environ 50 000 Dollars US)

Pour beaucoup, ces redevances sont exorbitantes. Depuis 2000 et la libéralisation du secteur médiatique, seules deux chaînes, Canal 2 Internationale et STV, ont obtenu des licences. Les opérateurs disent ne pas pouvoir payer ces redevances, et accusent le gouvernement de les délivrer à contre-cœur. Les autorités de l’Etat autorisent certaines stations de radio et chaînes télévisées à fonctionner sans autorisation sous la clause de ‘tolérance administrative’. Ce qui implique que le gouvernement peut aussi décider arbitrairement de la fermeture d’une radio ou d’une chaîne télévisée, comme en 2008 avec la fermeture d’Equinox TV et radio. Les stations ont été ré-ouvertes sans paiement de redevance.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



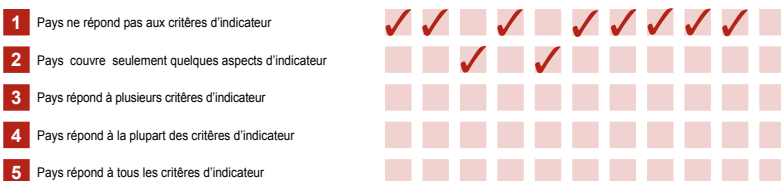
Moyenne de l'indicateur: 4.0 (2008 = 3.0)

## 3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.

Le Cameroun possède un Conseil National de Communication choisi par l'Etat, qui est composé de représentants officiels de l'Etat et de membres des associations de journalistes. Cependant, cet organe n'est pas indépendant et n'a aucun pouvoir de régulation sur le secteur de la diffusion. La réglementation du secteur médiatique est l'affaire du Ministère de la Communication.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



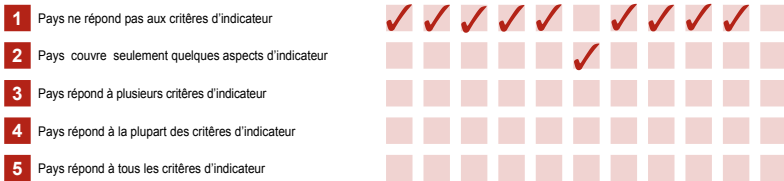
Moyenne de l'indicateur: 1.2 (2008 = n/a)

### 3.3 L'organe régule les services et les licences audiovisuels dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant la société dans son ensemble.

Le Ministère de la Communication a la responsabilité de la réglementation des médias. Il désigne un comité technique qui évalue les demandes des radios et télévisions, et recommande ou non la délivrance des licences. Même si le Comité de la Communication est consulté, il l'est au titre de conseiller. Les membres du comité technique sont tous des doyens des fonctionnaires de l'Etat issus de différents départements gouvernementaux.

#### Le pointage:

##### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

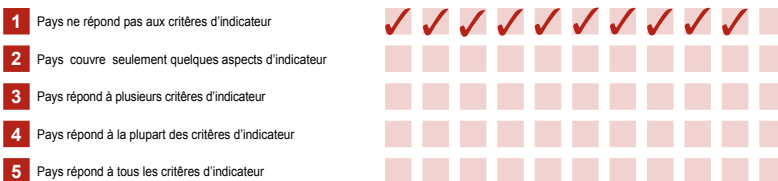
1.1 (2008 = 1.6)

### 3.4 Le diffuseur public/d'Etat est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

Le conseil des directeurs de la télévision et radio gouvernementales Cameroon Radio Television (CRTV) est choisi par le Chef d'Etat. Depuis plusieurs années, le ministre de la Communication en est son directeur. Les autres membres du conseil sont des représentants d'autres ministères, aucune personnalité indépendante n'y est conviée.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



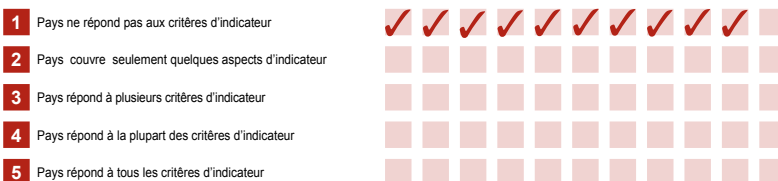
Moyenne de l'indicateur: 1.0 (2008 = 1.2)

### 3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel, ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/d'Etat.

Les membres du conseil de la diffusion gouvernementale sont issus du fonctionnariat qui est très critiqué. L'actuel président de Cameroon Radio and Television, Issa Tchiroma, est aussi Ministre de la Communication et président du Front National de Lutte pour le Cameroun, parti politique qui fait campagne auprès du parti au pouvoir Le Mouvement Démocratique pour le Peuple du Cameroun

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.0 (2008 = 1.3)

### 3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/ d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

Le décret Présidentiel texte fondateur qui structure la Cameroon Radio and Television (CRTV) ne mentionne aucune indépendance éditoriale. CRTV annonce le calendrier du gouvernement et donne plus de temps d'antenne au parti au pouvoir. Ses journalistes sont des fonctionnaires employés par le Ministère de la Communication et payés par le Ministère des Finances. Les autorités de l'Etat influencent souvent la programmation, par veto à certains sujets ou l'orientation du traitement de certaines questions. Le diffuseur n'est pas autorisé à révéler des faits importants ou polémiques sans revues de presse ou commentaires officiels - comme lors du raid pirate d'une banque de Douala en mars 2011.

#### Le pointage:

##### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur					✓																
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur																					
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																					
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																					

Moyenne de l'indicateur:

1.1 (2008 = n/a)

### 3.7 Le diffuseur public/d'Etat est financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire dans son budget, et contre toute pression commerciale.

Au Cameroun, chaque employé du secteur privé ou public paie une taxe audiovisuelle qui varie selon les salaires. L'argent est collecté par le Ministère des Finances et reversé à la CRTV. Si sa fonction première est bien de couvrir les frais de fonctionnement du diffuseur de l'Etat, il est pourtant rarement reversé au diffuseur dans son intégralité. Les délais de transfert d'argent engendrent une pression financière sur le diffuseur gouvernemental. En mars 2011, les salariés ont attendu leurs payes pendant des semaines. Les autorités tiennent à payer directement les salariés du Trésor Public, au lieu de verser l'argent sur le compte de CRTV et de demander à la direction de gérer ses propres salariés.



## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓				✓	✓					
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur				✓	✓	✓			✓	✓			
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur													
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur													
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur													

Moyenne de l'indicateur: 1.5 (2008 = n/a)

## 3.8 Le diffuseur public/d'Etat est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

La Cameroon Radio Television (CRTV) couvre la majeure partie du pays grâce à des relais transmetteurs et des stations de radio régionales. Mais l'équipement de diffusion est souvent endommagé et il arrive que certaines zones reculées soient coupées de tout signal pendant 6 - 8 mois. Les nombreuses coupures de courant engendrent la coupure des transmetteurs et laissent certaines zones dépourvues de réception pendant des semaines voire des mois. CRTV est en train de mettre à jour son équipement de production et de diffusion qui est vraiment obsolète.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur		✓	✓	✓	✓	✓	✓					✓	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	✓								✓	✓			
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur													
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur													
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur													

Moyenne de l'indicateur: 1.3 (2008 = 1.9)

### 3.9 Le diffuseur public/d'Etat offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.

Le diffuseur national du Cameroun offre une programmation diversifiée couvrant politique, sports, économie, culture, religion et divertissement, et répond ainsi aux besoins d'un grand nombre. Dans le panel, on reconnaît fort volontiers l'effort déployé au service de cette diversité mais on reste dubitatifs sur les résultats.

#### Le pointage:

##### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

4.6 (2008 = 3.8)

### 3.10 Le diffuseur public d'Etat fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l'ensemble des différents points de vue et opinions.

Au Cameroun, le diffuseur d'Etat est souvent accusé d'altérer la programmation et les reportages de ses affaires courantes et de l'actualité. La couverture des actualités se focalise sur ce qui se passe au sein du gouvernement et du parti au pouvoir (Le Mouvement Démocratique pour le Peuple du Cameroun). Même si certains temps d'antenne ont été créés et attribués pour la campagne électorale, certains partis d'opposition n'obtiennent que 3 à 4 minutes par semaine. Certains journalistes disent avoir été empêchés de couvrir sur le diffuseur national certaines figures politiques ou activistes comme l'homme politique Anicet Ekane ou l'activiste Mboa Massock. Même si le Cameroun compte officiellement deux langues, l'anglais et le français, ce dernier domine la radio et la télévision CRTV.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 2.0 (2008 = 1.8)

## 3.11 Le diffuseur public/d'Etat présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable

Les stations régionales de Cameroon Radio Television produisent au moins un documentaire par mois. L'émission télévisée de 18h00 présente des reportages sur les 10 régions du pays et les programmes radio Luncheon Date et Cameroun Magazine servent de relais pour les informations du diffuseur des dix stations régionales.

Toutes les stations régionales proposent aussi des programmes en langues locales. Mais la radio et télévision nationales ne couvrent pas les régions de manière équilibrée traitant prioritairement les régions du centre, du littoral, et du sud. L'une des raisons est la proximité de ces régions par rapport au centre de production de CRTV situé dans la capitale Yaoundé.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 3.6 (2008 = 2.0)

### 3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale étant donné sa capacité à ouvrir l'accès aux ondes aux communautés.

La législation sur la communication au Cameroun ne mentionne pas les radios communautaires même si elles existent dans toutes les régions et sont en constante expansion. Elles sont souvent cataloguées avec les radios et chaînes dites non-commerciales, qui doivent payer une redevance pour avoir le droit de diffuser. Il n'y a aucun effort visible de la part du gouvernement pour aider à leur développement. La plupart des radios communautaires ont été initiées au début des années 90 et financées par l'UNESCO. Très rares sont celles qui, telle *Radio Oku*, fonctionnent comme de réelles radios communautaires sur la base d'un financement et d'une gestion communautaires, pour la plupart ce sont les politiciens et les conseils municipaux qui les financent dans le but de promouvoir leurs idées politiques.

#### Le pointage:

##### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 1.7 (2008 = 1.5)

Note du secteur 3: 2.0 (2008 = 1.7)

# SECTEUR 4:

**Les médias exercent des normes  
professionnelles de haut niveau**

## Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

### 4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

Il n'existe pas d'organe d'autorégulation des normes professionnelles au Cameroun. Le Conseil des Médias du Cameroun (CMC) est un organe consultant attaché au Ministre de la Communication dont les membres sont nommés par le Ministère. Le conseil a été créé pour traiter les plaintes du public et les questions éthiques. Il a été mis en place à la suite de critiques du Syndicat des Journalistes Camerounais (UCJ) et a été fondé par le gouvernement canadien. Mais cet organe est inactif et sa crédibilité a été remise en cause dès sa création. En 2006, il n'a pas réussi à trancher sur la publication dans plusieurs journaux de listes controversées présentant les noms d'homosexuels 'célèbres' présumés, ce qui a été ressenti par le grand public comme une défaillance.

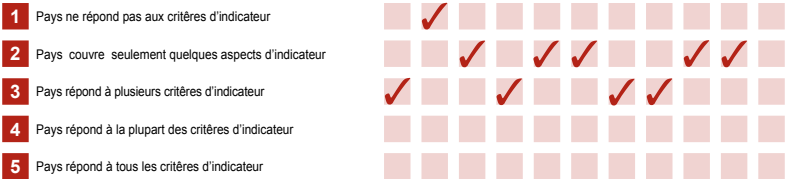
*« Pour certains journalistes, corriger des erreurs d'information est un affront ultime auquel ils ne veulent pas se confronter »*

Il y a deux codes nationaux d'éthique pour les journalistes au Cameroun; l'un rédigé par le UCJ et l'autre par le gouvernement. L'Association Camerounaise des Journalistes de Langue Anglaise (CAMASEJ) est sur le point de créer un comité éthique. Il est encore difficile de définir si les journalistes et les éditeurs respectent les cadres nationaux actuels.

Cependant, plusieurs journaux tel que Mutations, le *Standard Tribune* et The Post ont un guide et un code de conduite internes, que les journalistes et éditeurs sont obligés d'appliquer. La loi des médias oblige les journaux au devoir de riposte ou autorise les parties impliquées au 'droit de réponse'. Malgré des lois très strictes, le Cameroun regorge de journaux qui ne se plient pas aux lois éthiques fondamentales. Certains journaux refusent de riposter contre ceux qui portent plainte contre leurs reportages. "Pour certains journalistes, corriger des erreurs d'information est un affront ultime auquel ils ne veulent pas se confronter", dit l'un des panélistes.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:



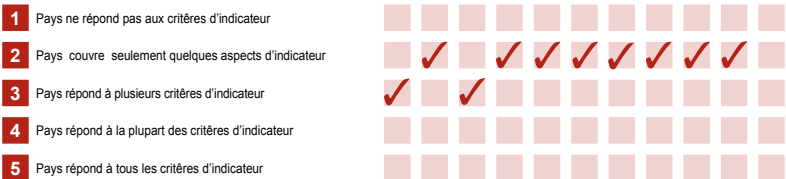
Moyenne de l'indicateur: 2.3 (2008 = 1.9)

## 4.2 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'impartialité.

Certains journalistes camerounais font des efforts considérables pour proposer des reportages fiables et précis. Mais il existe aussi une multitude de journaux à scandale, des reportages non-professionnels, biaisés et des histoires 'montées' de toutes pièces. Un panéliste raconte comment un reporter, travaillant pour un journal respecté du pays, l'avait un jour interviewé par Internet et avait délibérément éliminé ses commentaires et publié des propos falsifiés le citant comme référence. "Les journalistes rédigent des profils d'individus qu'ils n'ont jamais rencontrés ni interviewés, en se basant sur leurs publications, sur des rumeurs ou à vue de nez."

### Le pointage:

#### Notes individuelles:



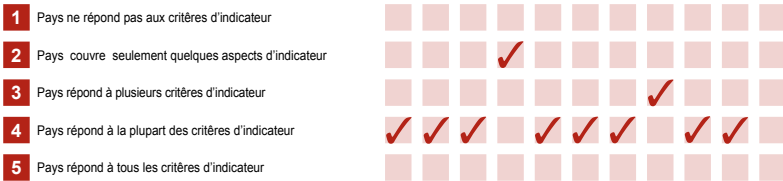
Moyenne de l'indicateur: 2.2 (2008 = 1.7)

### 4.3 Les médias couvrent tous les évènements, sujets et cultures, y compris les questions économiques, culturelles, locales, et les sujets d'investigation.

Les programmes TV, radio et les pages des journaux illustrent le fait que le Cameroun couvre une grande variété de sujets, même si la politique et les actions gouvernementales dominent. Le reportage d'investigation est marginal, surtout par manque de moyens et difficulté à trouver des sources d'informations fiables. Les journalistes d'investigation ont généralement recours à une petite poignée de sources et d'informateurs, qui sont parfois envoyés pour manipuler les médias en leur fournissant des faits mensongés pour anéantir leurs opposants politiques. Un panéliste racontant une expérience personnelle, explique comment il a été victime de la publication d'une fausse information et comment il a été scandalisé lorsqu'il est retourné chez l'informateur quelques heures après et qu'on lui a répondu abruptement de ne jamais remettre les pieds ici. "Je ne te connais pas", a dit l'homme.

#### Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 3.7 (2008 = 2.2)

### 4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.

Un reportage sur les femmes dans les médias de Friedrich-Ebert-Stiftung Cameroun montrait que de nombreuses femmes travaillent dans les studios de l'actualité mais qu'elles ne parviennent pas aux postes à haute responsabilité. La société camerounaise est très sexiste et cela se ressent dans les médias. Cependant, il n'existe pas d'écart de salaire entre les hommes et les femmes journalistes. Les militants des droits de la femme se plaignent de l'image de celle-ci à travers



les médias, ils dénoncent des portraits toujours négatifs qu'ils voudraient voir remplacés par des sujets valorisant la femme et soutenant sa cause.

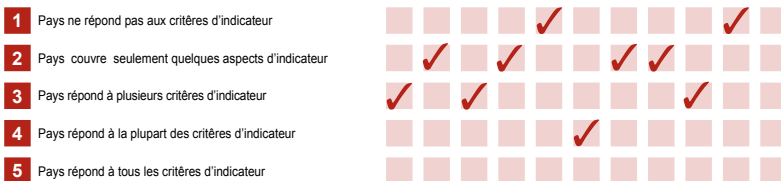
Plusieurs établissements médiatiques emploient des personnes à mobilité réduite mais la plupart des studios ne sont pas équipés pour accueillir ces personnes.

*L'Effort Camerounais* et *Radio Veritas*, organisations basées sur la foi, veulent des employés catholiques.

Les panélistes s'accordent à dire que le respect de l'égalité des chances entre hommes et femmes est difficile dans la profession puisque les compétences professionnelles priment sur la race, la classe sociale, le sexe, la religion, le handicap ou l'âge lors du recrutement des journalistes.

## Le pointage:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2008 = n/a)

## 4.5 Les journalistes et directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure.

Les lois sur les médias au Cameroun font partie des plus répressives du continent. La diffamation criminelle est omniprésente et les journalistes ont tendance à s'imposer l'auto-censure pour éviter les problèmes. Les intérêts politiques et économiques, les propres intérêts du propriétaire, et la pratique courante des enveloppes déterminent la nature du reportage. La plupart du temps, les médias ne critiquent pas les publicitaires par peur de les voir rompre leur contrat.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓		✓	✓				✓				
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur			✓		✓	✓				✓			
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur									✓				
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur													
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur													

Moyenne de l'indicateur: 1.6 (2008 = 1.8)

## 4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.

Les propriétaires de médias influencent généralement les opérations éditoriales, surtout quand leurs intérêts sont en jeu. La plupart des établissements médiatiques au Cameroun appartiennent à des propriétaires individuels qui sont en même temps managers, auteurs et éditeurs. Il existe peu de maisons d'édition, qui sont de vraies entreprises avec des partenaires et des comités établis, et si c'est le cas, les propriétaires tentent toujours d'imposer un contrôle sur le contenu éditorial.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓				✓				
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur							✓	✓		✓			
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur													
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur													
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur													

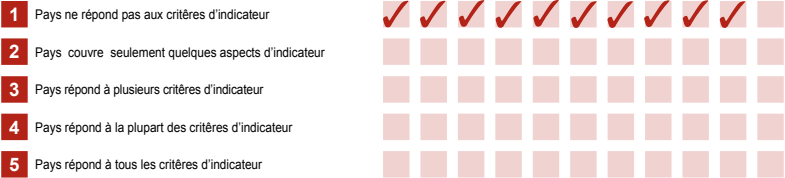
Moyenne de l'indicateur: 1.3 (2008 = 1.1)

### 4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus

La corruption est monnaie courante au Cameroun. Les journalistes du secteur privé et du secteur public acceptent et demandent des indemnités de transport pour chaque interview ou après la couverture d’un événement. Certains établissements médiatiques organisent des prix d’excellence annuels qui servent principalement de rentrées d’argent. Un nombre croissant de reporters et de journalistes pratiquent la tactique des listes noires d’investigation pour dénoncer les mauvaises conduites d’officiels publics. Ils approchent les personnes concernées et les informent des reportages d’investigation qu’ils sont sur le point de publier. Après d’âpres négociations, les reporters passent un accord avec le parti intéressé pour ‘étouffer’ l’affaire en échange d’une certaine somme d’argent.

#### Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.0 (2008 = n/a)

### 4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.

Les syndicats des journalistes et les propriétaires des médias ont signé un accord d'intérêt général qui établit une échelle de salaire minimum pour les journalistes. Mais la plupart des médias privés disent ne pas pouvoir offrir de tels salaires tant que la situation économique de cette industrie ne s'améliore pas. L'Etat et quelques propriétaires privés de médias proposent de bons salaires mais la majorité paie très peu et tire sans cesse sur la corde. Certains propriétaires de médias ne paient pas du tout et encouragent leurs reporters à utiliser leurs allocations de transport prévues par les sources d'actualités ou les organisateurs d'évènements.

Les conditions de travail sont précaires, caractérisées par un manque d'équipement, de moyens de transport, d'assurance médicale et d'espace de travail.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur								✓						✓					
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur																			
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																			
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																			

Moyenne de l'indicateur:

1.2 (2008 = n/a)

## 4.9 Les professionnels des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer leurs compétences.

L'Etat du Cameroun possède deux institutions de journalisme qui vont jusqu'au niveau du Master et de nombreuses institutions privées proposent des cours de niveau Deug. Il existe plusieurs formations clé en main sous forme de séminaires et cours intensifs organisés à la maison ou à l'étranger. Certains journaux organisent leurs propres formations en interne pour leurs employés. Le diffuseur d'Etat CRTV possède un centre de formation (CFPA) ouvert à tout candidat issu d'autres compagnies de médias et même aux candidats étrangers originaires de la sous-région d'Afrique Centrale.

## Le pointage:

### Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur																			
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur				✓															
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur																			
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur								✓		✓									
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	✓	✓	✓		✓		✓		✓		✓		✓		✓		✓		✓

Moyenne de l'indicateur:

4.5 (2008 = 3.6)

## 4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles.

Le Cameroun présente de nombreux syndicats et associations de journalistes. Le Syndicat des Journalistes Camerounais (UCJ) est censé chapeauter ces organismes mais est réputé plutôt inactif depuis plusieurs années. L'Association Camerounaise des Journalistes de Langue Anglaise (CAMASEJ) est la plus active et la seule qui rassemble des journalistes au niveau national.

Les organisations comme les associations et réseaux de reporters de sports, de marché / économie, de santé et d'environnement sont très actives. Mais il est de l'avis général qu'une minorité d'organisations tentent d'affaiblir plutôt que d'appuyer la voix de la profession.

### Le pointage:

#### Notes individuelles:

<b>1</b>	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 4.8 (2008 = 3.2)

Note du secteur 4: 2.5 (2008 = 2.1)

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS: 2.4 (2008 = 2.0)

## Questions pour le suivi

### 1) Quels changements négatifs y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces deux/trois dernières années ?

Malgré le déploiement des organisations audiovisuelles au Cameroun, ce secteur a fait peu de progrès ces deux dernières années. Seulement deux stations TV ont obtenu une licence sur plus de 30 TV déjà en fonctionnement. En 2008, les autorités ont fermé *Equinox TV* et radio *Equinox* à Douala, faute d'obtention de licences. De même pour Magic FM à Yaoundé, accusée de tentative d'atteinte à l'ordre public.

Les attaques envers les journalistes ou les médias ont augmenté. Plusieurs journalistes ont été arrêtés et détenus ces trois dernières années. En avril 2010, l'éditeur de *Cameroun Express*, Bibi Ngota a été arrêté dans une affaire de corruption présumée et il a finalement trouvé la mort en prison en attendant son jugement pour falsification présumée de documents officiels.

Le gouvernement semble plus enclin à intensifier des mesures sévères envers les médias. En mars 2011, les autorités ont suspendu l'opérateur mobile Twitter MTN via le service de sms par peur d'une révolte similaire à celle qui a écarté du pouvoir les Présidents tunisien et égyptien. Plusieurs débats publics et festivals de films documentaires questionnant la liberté et la corruption ont été interdits.

On remarque une montée d'un certain comportement non professionnel dans les médias. Les journalistes acceptent de plus en plus d'argent pour « clouer » (mot codé désignant « ternir ») les politiciens ou pour « nettoyer » certaines figures publiques (notamment rédiger des rapports dits d'assainissement par l'image même si les personnes impliquées dans des affaires douteuses sont connues).

La solidarité dans la profession disparaît car les organisations de journalisme se multiplient et ne sont pas correctement structurées et coordonnées.

Les médias nationaux ont fait très peu de progrès dans le quadrillage de l'ensemble du territoire. De nombreuses parties du pays, surtout les zones reculées, passent des mois sans signal TV ni radio.

## 2) Quels changements positifs y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces deux/trois dernières années ?

Il existe plus de formations disponibles pour les journalistes des médias privés et publics. La plupart des formations sont organisées par des organes internationaux et des organisations de consultants. Mais plusieurs organisations de médias prennent la formation très au sérieux et certaines proposent des programmes internes de guidage pour leurs employés. Le journal d'Etat *Cameroon Tribune* a signé un accord avec l'établissement *Advanced School of Mass Communication* pour assurer une formation continue à ses journalistes.

La diversité des médias a connu une envolée ces trois dernières années avec la concrétisation des débuts tâtonnants du journalisme en ligne. Il existe aujourd'hui plus d'une demi-douzaine de publications en ligne comme [www.camerounlink.net](http://www.camerounlink.net) et [www.journalducameroun.com](http://www.journalducameroun.com) et un nombre croissant de journaux offrant des plates-formes multimédias. De la même manière, plusieurs stations de radio et de télévision ont ouvert leur site web.

## Perspectives souhaitées pour les médias au Cameroun

La question critique au Cameroun pour les médias reste l'élimination de la diffamation criminelle. Il faudra une accusation solide pour achever ce premier objectif, avant de s'attaquer à la ratification de l'accès à la loi sur l'information et à la mise en place de la détaxe sur les matières premières des médias prévue dans la Convention de Florence.

Le Syndicat des Journalistes du Cameroun (CUJ) doit être restructuré afin d'assumer efficacement son rôle d'association représentant les journalistes et les associations de journalisme au Cameroun.

Le CUJ doit également créer un service d'autorégulation qui pourrait contrôler certaines pratiques déviantes de la presse. Il est important que les journalistes prennent position sur ces questions plutôt que d'attendre passivement l'intervention de l'Etat.

Un dispositif de formation intensive doit être mis en place pour élever les standards du journalisme.

## 4) Lancement

Le rapport du BMA du Cameroun 2011 sera inauguré sous forme d'évènement public. Les membres du panel organiseront et présenteront ce lancement en collaboration avec le FES Cameroun. Le rapport sera distribué aux organisations journalistiques, aux groupes représentant la société civile, aux officiels publics et aux législateurs.

Une discussion sur la Loi de Communication Sociale de 1990 sera incluse dans le programme du lancement du rapport du BMA.

Les deux activités mentionnées ci-dessus ont fait l'objet d'une répartition des tâches, d'un système de coordination et de compte rendu au groupe.

Le panel a organisé un comité de réflexion sur l'élaboration d'un programme intensif de formation.

Le BMA s'est déroulé le 9 et 10 avril 2011 à Ebolowa, dans la région du Sud.

## Liste des panélistes

### Les Panélistes:

Mr Maurice Nkendem Forbinake	Journaliste – Rédacteur éditorial mnforbinake@yahoo.com
Mr Roger Alain Taakam	Journaliste – Editeur rtaakam@yahoo.fr
Mr Dieudonne Gaibai	Journaliste – Organisation professionnelle Gaibai2000@yahoo.fr
Mr Kini Nsom	Journaliste Kinino9@yahoo.com
Mme Henriette Ekwe	Journaliste – chroniqueuse h_ekwe@yahoo.fr
Dr Manasse Endong Aboya	Professeur à l'Université – Expert en Loi Audiovisuelle manasseaboya@yahoo.fr
Prof. Anicet Noah	Professeur en Médias à l'Université
Mme Laura Tufon	Avocate Justice et Paix lauranyola@yahoo.com
Mme Doumara Ngatansou Aissa	Avocate des Droits de la Femme aisadoumara@yahoo.fr
Mr Martin Jumbam	Consultant en développement des médias mkumbam@yahoo.com



**Rapporteur :**

Mr Eugène N.Nforngwa

Journaliste – Entrepreneur dans le secteur  
médiatique

Eugene.Nforngwa@standardtribune.com

**Modérateur :**

Mr Emmanuel Wongibe

Journaliste – Consultant pour les médias  
wongibee@yahoo.com





# **AFRICAN MEDIA BAROMETER**

The first home grown analysis of the  
media landscape in Africa

## **CAMEROON 2011**



English Version

# CONTENT

## **SECTOR 1:** 65

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

## **SECTOR 2:** 77

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

## **SECTOR 3:** 89

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

## **SECTOR 4:** 99

The media practise high levels of professional standards.






# The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on homegrown criteria derived from African Protocols and Declarations like the “Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa” (2002) by the “African Commission for Human and Peoples’ Rights”. The instrument was jointly developed by *fesmedia Africa*, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Foundation (FES) in sub-Sahara Africa and into the advocacy efforts of other local media organizations like the Media Institute of Southern Africa.

## Methodology and Scoring System

Every two to three years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1 1/2 days they discuss the national media environment according to 45 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB- report. After the discussion of one indicator panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

### **Outcome**

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the biennial or tri-annual reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

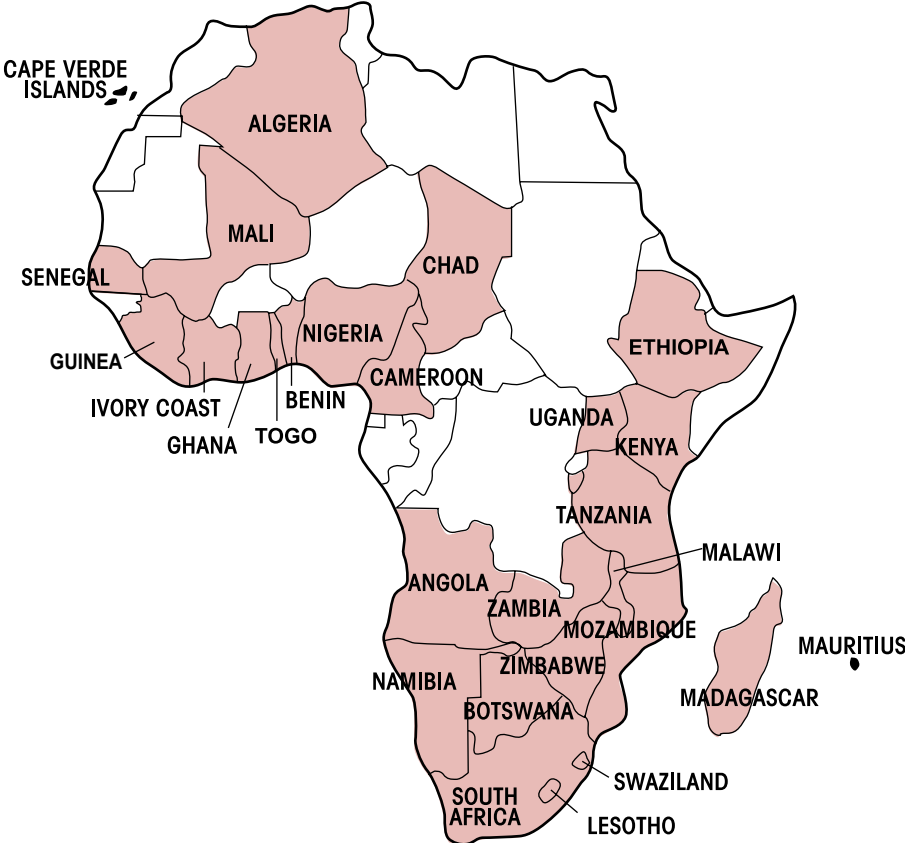
Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Foundation (FES) and - in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) - only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

At the end of 2008 the indicators were reviewed, amended and some new ones were added to address the rapid developments in Information Communication Technology.

By the end of 2010 the African Media Barometer had been held in 27 African countries, in some of them already for the third time.

**Mareike Le Pelley**  
**Head of fesmedia Africa**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung**  
**Windhoek, Namibia**

**Kaitira Kandjii**  
**Regional Director**  
**Media Institute of Southern**  
**Africa (MISA)**  
**Windhoek, Namibia**



*See above 28 AMB Countries (2005-2011)*

# AFRICAN MEDIA BAROMETER CAMEROON 2010

## Executive Summary

English and French headlines juggling for space on the front page of the same newspaper or magazine, bilingual radio and television newscasts, and the smooth switch from English to French by a presenter in a single programme may seem bizarre to visitors. But it has become the norm in Cameroon.

Cameroon's media plurality cannot go unnoticed. The country boasts some 500 registered newspapers and magazines, close to a hundred radio stations, slightly more than a dozen television stations and about ten multimedia platforms. Given its population of about 20 million people, this record is more than impressive. Unfortunately, however, these statistics do not match the overall level of the development of the country's media in terms of access, diversity, professionalism, ownership and ethical standards. The paradoxical cohabitation of a multiplicity of media organisations alongside serious under achievement in the development of the media can be explained by a series of factors. These include problems with not following professional standards and media ethics; the serious conflict of interest both for journalists and media proprietors, many of whom use the media as a stepping stone to achieve ulterior motives; the lack of a sustainable business model for a majority of media undertakings and the absence of a well structured union or association whose membership is open to all media professionals and that is capable of defending the interests of the profession and its members.

The monopolised distribution network for print media, for example, has suffocated the development of the industry. With a single private newspaper distribution company, distribution centres are carefully chosen, guided exclusively by the search for the highest possible concentration of readers. As such, large chunks of the country have simply been carved out as no-go areas. Moreover, distribution cost stands at an astronomically high 44 per cent of the cover price, leaving publishers in the print media with little or nothing to meet other equally high production costs such as printing, staff salaries and management expenses.

Investment in the audiovisual sector is also curtailed by inhibitive licence fees, which run as high as 100 million francs CFA (approximately US \$210,000) for anyone wishing to set up a commercial television station with nationwide broadcast coverage.

In spite of these prohibitive factors, new frontiers are being explored in Cameroon's media landscape in Cameroon. New media, in particular, has experienced remarkable growth, with platforms such as the mobile telephone giving citizens



additional access to information. There are more than 7 million mobile telephone subscribers, representing close to 40 percent of Cameroon's population. Internet services are gradually becoming available on handsets, while the expansion of wireless networks will eventually take the internet to even the most remote parts of the country. The government is deploying an ambitious fibre optic network, which industry insiders say will greatly enhance quality.

With its mixed blessings of under performance and potentially revolutionising prospects, Cameroon's media professionals and other stakeholders together will only have themselves to blame if the media does not rise to the occasion to attain its full potential and contribute to national development.

# SECTOR 1:

**Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.**

# Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

## 1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

The Constitution of the Republic of Cameroon guarantees a wide range of freedoms, including freedom of expression and of the press. In the preamble of the 1996 Constitution it is stated that:

*The freedom of communication, of expression, of the press, of assembly, of association, and of trade unionism, as well as the right to strike shall be guaranteed under the conditions fixed by law.*

In December 1990, due to popular demand, the country passed what has often been referred to as the “Liberty Laws”. Amongst these was a new law on Social Communication, that lays down various conditions for the exercise of freedom of expression and of the press as guaranteed by the Constitution. It states in two separate articles, 6 and 36.1, that the operations of the print and audiovisual media are free.

### Scores:

#### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Average score:

5.0 (2008 = 3.4)

## 1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

The advent of radio call-in shows and television debate programmes following the liberalisation of the audiovisual sector in 2000 appears to have given Cameroonians a stronger voice. Talk shows frequently carry bitter criticism of government actions and public office holders. But this is often within the limits allowed by “administrative tolerance” - a vague expression that actually means that a public authority can shut down a publication, radio or TV station or arrest a citizen for comments judged by the authority as threatening public order. Intimidation remains widespread and people are generally afraid to speak openly in public. Criminal libel has forced journalists to embark on self-censorship. Even though members of the public are willing to share their comments on public issues to journalists, they are also quick to request that their identity be protected.

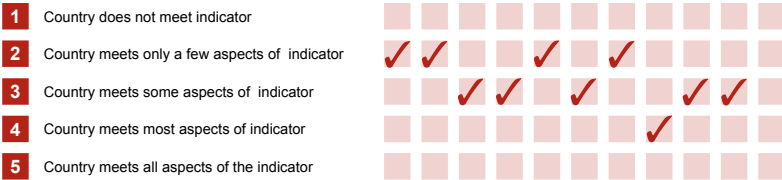
In 2010, a school teacher riding in a taxi in the capital Yaounde was denounced by another passenger-cum-secret agent, arrested, and detained for many weeks for the alleged “disrespect” of the Head of State, when he complained about the streets being shut down each time the president drives across town. In February 2008, the Minister of Communication suspended TV channel Equinoxe and its sister station Equinoxe Radio, for exposing social tensions that led to riots that year in its programming. Authorities said the stations had been shut down for not bearing broadcast licenses. But a week later, security forces raided Magic FM, a radio station based in Yaounde, over anti-government comments made during a call-in show<sup>1</sup>. At the time this report was written in April 2011 three journalists were standing trial in the economic capital Douala, accused of “illegally obtaining” judicial police documents.

Even though Cameroon’s Constitution guarantees freedom of expression, journalists and citizens are unable to exercise this right without fear. However, there is no official policy to gag the press and silence the public. Problems arise from the overzealousness of some officials, who can find legal loopholes to silence anti-government voices.

1) <https://cpj.org/news/2008/africa/cameroun28feb08na.html>

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.7 (2008 = 2.6)

### 1.3 There are no laws restricting freedom of expression such as excessive official secret or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

*« Even though defamation and libel laws target the general public, journalists, who gather and make information public find them particularly restrictive to their work. »*

The Cameroon Penal Code has provisions, such as criminal libel, that cancel out constitutional guarantees of freedom of expression. According to one panellist “Even though defamation and libel laws target the general public, journalists, who gather and make information public find them particularly restrictive to their work.” A journalist can be jailed for up to six months for libel and defamation, while a citizen can go to jail for up to three years if found guilty of spreading false information. “When it comes to press offences, the Penal Code becomes superior to the 1990 Social Communication law,” one panellist said.

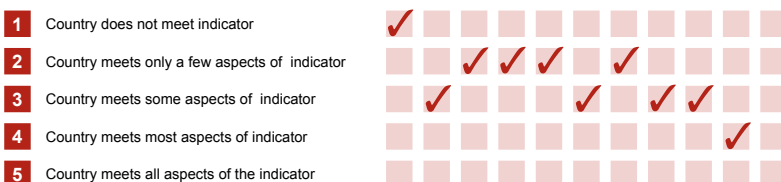
Administrative censorship is officially banned in Cameroon. But Articles 13 and 14 of the 1990 Social Communication law oblige newspaper and magazine publishers to forward two signed copies of each edition to the state prosecutor and local administrative authority “within two hours” of publication. Article 17 of the same law gives powers to an administrative authority to seize a publication if he/she judges its content likely to breach public order. The Minister of Territorial Administration can disband a publication for the same reason. An individual can also request the seizure of a publication if he/she judges that his/her “honour, dignity, consideration, reputation or privacy” has been harmed by a newspaper article.

Protection of sources is guaranteed by the Social Communication law. Despite this guarantee, however, journalists can be jailed for providing government administrative documents as evidence in court because such documents can be considered as violating rules of administrative secrecy and confidentiality. When it comes to press offences, the burden lays on the journalist – not his/her accuser – to prove the truthfulness of the information published or broadcast. A panellist remarked that: “Cameroon has the tendency of having legal provisions hidden in other texts or pieces of legislation that a judge can use at anytime to condemn a journalist or citizen.”

*« Cameroon has the tendency of having legal provisions hidden in other texts or pieces of legislation that a judge can use at anytime to condemn a journalist or citizen. »*

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

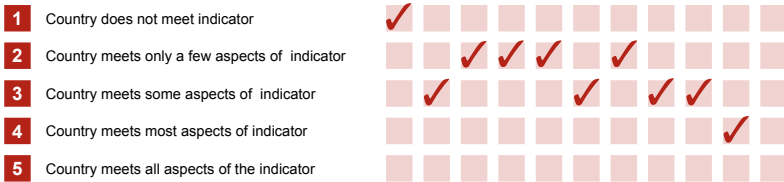
2.5 (2008 = 1.9)

## 1.4 Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and the media.

Cameroon has not ratified many international and regional protocols on freedom of expression and media, such as the African Charter on Democracy, Elections and Governance, and the Florence Protocol. The latter advocates for the exoneration of taxes on media inputs such as newsprint, but advocacy by media organisations has failed to convince the government to ratify the Protocol. Many printing presses – most notably Macacos, a Catholic-run press that prints more than 75% of the country’s newspapers – often complain of punitive taxes and inhibitive customs duties on imported newsprint. Some international and regional instruments such as the Windhoek and Bamako Declarations do not constitute legally binding instruments, and panellists were of the understanding that the government was not obliged to respect them.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

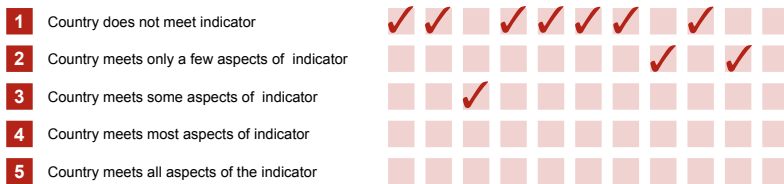
1.5 (2008 = n/a)

## 1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

Newspaper and magazine licences ceased to exist in Cameroon from 1990. However, the law on Social Communication requires that founders and publishers submit a newspaper declaration to an administrative authority, and receive a corresponding receipt prior to the publication of the first issue of the said newspaper. In practice, however, this requirement essentially constitutes obtaining permission/authorisation to publish. With regards to the declaration, the publisher or founder must provide, among other things, the identity of the founder, publisher and editor-in-chief, certified identity cards and certificates of non-conviction of the founder, co-founders or publisher, and work contracts duly signed with two staff journalists. Although newspapers and magazines are created by declaration, the administrative authority can refuse to give his/her consent for its publication. Hence, in spite of the reforms introduced in 1990 through the 'Liberty Laws', some form of authorisation is still required for a newspaper to publish. Newspapers that do not have a "receipt of declaration" are considered illegal.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.7 (2008 = n/a)

## 1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is legally unrestricted.

Cameroon's communication law describes a journalist as anyone who, on the basis of his/her "intellectual faculties" resulting from training and "talents", is considered capable of gathering and treating information destined for social communication. The law makes no mention of academic qualification.

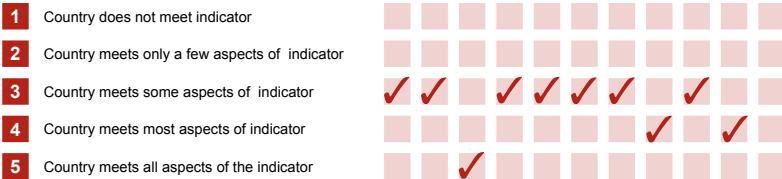
In 2002, the Prime Minister signed a decree that sets various conditions for obtaining a state-issued press card. This includes the requirement that applicants have at least a degree/diploma in journalism or a university degree in any other subject, plus two years of journalistic experience. The decree further stipulates that individuals with proven journalistic experience may be granted a press card if a press card commission judges them to be sufficiently qualified, after evidence of internships and seminars that total three months of formal training have been studied. The state-issued press card is a very controversial issue. The conditions for obtaining the card – i.e. a work contract, evidence of social insurance registration and a pay slip – are considered restrictive. Furthermore, journalists feel that the state-issued card is not necessary for most of their work, though the card is often demanded for authorisation to cover state events.

In spite of these restrictive factors, , there are no legal restrictions to practice journalism in general, and panellists were of the opinion that entry into the journalism profession and practice of the trade cannot be considered restrictive.



## Scores:

### Individual scores:



Average score: 4.8 (2008 = 2.4)

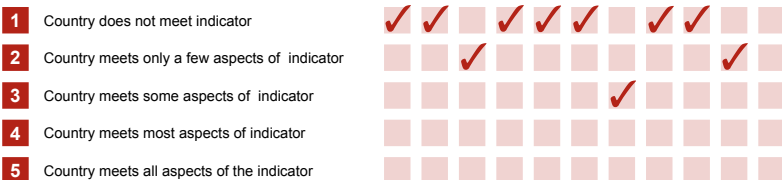
## 1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

*« Each time a journalist comes before the police or a court, one of the first things is to have him/her reveal his/her source »*

Panellists felt that in Cameroon, the protection of sources is “given with one hand and taken (away) with the other”. For example, Article 50.1 of the 1990 Social Communication law states that the protection of sources is both “recognised and guaranteed”. But the very next line of that law states that a judge can compel a journalist to reveal his/her source during an in camera session. “Each time a journalist comes before the police or a court, one of the first things is to have him/her reveal his/her source,” said one panellist.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.4 (2008 = 2.1)

## 1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

Media lobbyists and organisations have been fighting in vain for access-to-information legislation in Cameroon for many years. Secrecy rules in the civil service prevent civil servants from giving out information or talking to the press without prior authorisation. Most administrative documents - especially correspondences between ministers and other top functionaries - are stamped confidential. Journalists can go to jail for obtaining such documents, including documents such as police or judicial investigation reports. Even the state-run media have difficulty gaining access to information, and only get what the government wants published. One panellist simply described the Cameroonian administration as “A silent institution”.

### Scores:

#### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓			
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator			✓					✓			✓	
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator												
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator												
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator												

Average score:

1.3 (2008 = 1.3)

## 1.9 Websites and blogs are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

Presently there is no law requiring websites and blogs to obtain state authorisation in order to become operational. Certain provisions of a 2010 law on Electronic Communication, which requires authorisation in the form of a concession, licence, or accreditation for operators in the electronic communication sector, could, however, remotely apply to websites and blogs. But in practice, no registration with a state authority is required. Several laws on internet and social media are currently being formulated, but the form and direction which they will ultimately take are not immediately apparent.

There are about ten highly active internet platforms in Cameroon. Some of these are run within the country, while others operate from abroad. Some of the most popular sites include: [www.Camer.be](http://www.Camer.be) and [www.camerounlink.net](http://www.camerounlink.net).

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.2 (2008 = n/a)

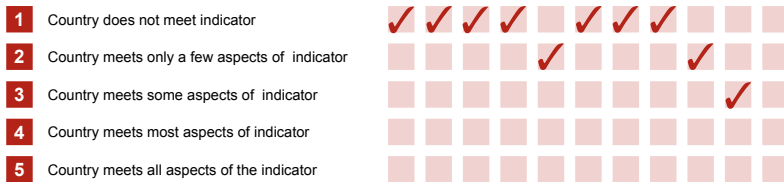
## 1.10 The state does not seek to block or filter internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

Evidence points to efforts by the state to control web content. Afraid of the risk of an uprising similar to those witnessed in Tunisia, Egypt, Libya and other Arab countries, Cameroonian authorities forced mobile telephone operator, MTN, to suspend its Twitter via SMS service in March 2011. The service remained suspended for about ten days. It is understood that there are plans to hire a private firm to undertake cryptographic tasks for the government with the intention of eventually filtering electronic content. This exercise would primarily target cyber cafes by limiting sites that clients can access.

The Ministry of Communication has created an observatory to monitor online content. Although unfounded as yet, it is widely feared that this will lead to the shutting down of sites with content judged hostile to the government. Another committee, made up of representatives of the Ministry of Post and Telecommunication and security forces, has been put in place to issue frequencies and guard against the use of new information and communication technologies that could breach public order.

## Scores:

### Individual scores:



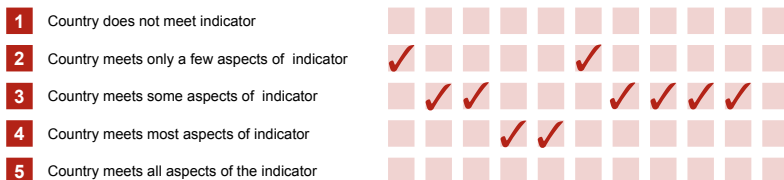
Average score: 1.5 (2008 = n/a)

## 1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

Cameroon has a large number of media lobby groups and professional associations. On World Press Freedom Day on May 3, 2010, the Union of Cameroon Journalists (UCJ) protested in central Yaounde against the death of an untried journalist in jail, and called for the elimination of criminal libel, as well as the institution of an Access to Information Act. Several journalists' trade unions also work to advance the cause of journalism professionals and often defend journalists in labour disputes. Journalists are grouped into many associations mostly defined by their beats. They include the Association of Economic Reporters, the Sports Reporters Association, Union of Health and Environmental Reporters, etc. However, the multiplicity of organisations and the absence of a solid umbrella body limit their effectiveness. Civil society organisations do not take up the cause of journalists as strongly as they could, partly because they do not fully understand what the needs of the media are.

## Scores:

### Individual scores:



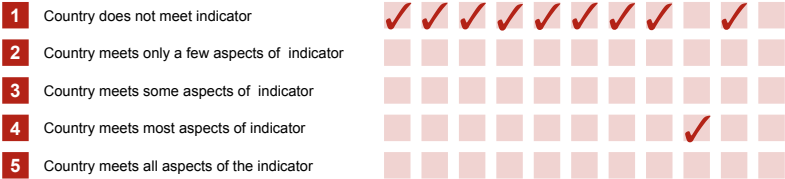
Average score: 3.0 (2008 = 1.7)

# 1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

Generally the Cameroon government works with “shadowy consultants” to formulate legislation. Even so, the opinions of such consultants may not be taken into consideration. All drafts end up at the presidency, where they are ‘reviewed’. The public is of the general impression that the government often knows exactly what it wants to achieve before it sets out to formulate new legislation, and that consultations only work to achieve a pre-set goal. At all stages, there is absolutely no consultation with citizens or interest groups. In rare cases – such as the selection of officials to the country’s electoral organs (i.e. the National Elections Observatory (now defunct) and the present Elections Cameroon [ELECAM]) – the government consulted political parties and civil society groups. They all complained, however, that the final outcome did not reflect their opinions. A similar public outcry was heard after the so called ‘public consultation’, ahead of the adoption of the 1996 constitution that endorsed the removal of the term limit for the post of President of the Republic of Cameroon.

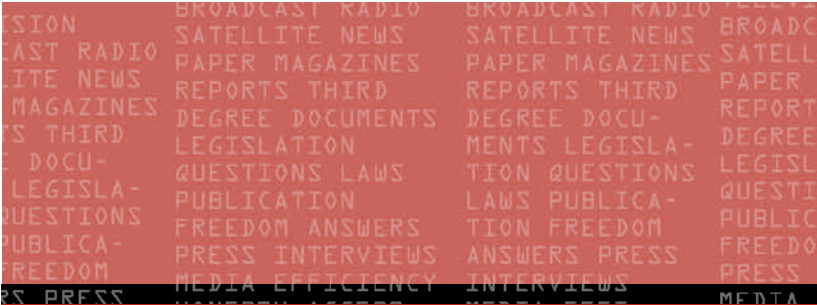
## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.3 (2008 = n/a)

Average score for sector 1: 2.6 (2008 = 2.2)



# SECTOR 2:

**The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.**



## The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

### 2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet) is accessible and affordable to citizens.

Cameroon has hundreds of registered newspapers, including six dailies and about a dozen regular weeklies. Newspapers are available mainly in urban centres, where they are distributed by the country's lone distribution company -Messapresse. Some major newspapers have deployed parallel distribution networks following their dissatisfaction with Messapresse; but such efforts are have minimal impact due to insufficient resources and the remoteness of parts of the country. L'Effort Camerounais, a Roman Catholic publication based in Douala, has the widest reach because it makes use of its extensive network of dioceses and church parishes throughout the country. Regional publications have a better chance of reaching the rural areas of their regions because of their restricted circulation. But when newspapers do reach the hinterlands, they are often several days or even a week late.

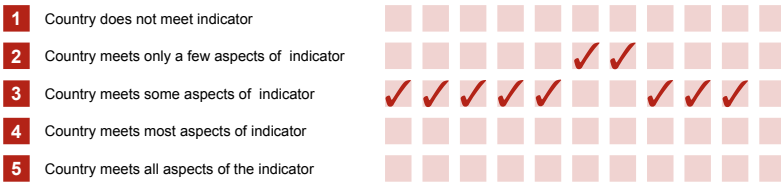
Cameroonian newspapers, with an average size of between 12 to 30 pages, are generally considered very expensive at a cost of CFA400 (approximately US \$1). This is rather steep compared to newspapers in countries with similar economies, such as Senegal, where newspapers are sold for between 150 francs CFA and 200 francs CFA. The cover price of the state-owned Cameroon Tribune is 400 francs CFA, and about 32 pages in size. For the average Cameroonian, this is expensive. Even those who can afford newspapers often find it hard to buy more than one a day.

There are several radio and television stations that offer a wide range of programming. However, only the state-run Cameroon Radio Television (CRTV) has a signal that reaches all 10 regions. Even so, some very remote parts of the country habitually go without CRTV signals for months at a time, as a result of broken transmitters. Private broadcasters mainly target urban centres. Today, an increasing number of small towns and villages are served by community radio and small television stations. Cable-distributed TV programming is available to many people in urban centres for an average monthly fee of 5000 francs CFA (approximately US\$11). Generally, radio has a better reach than television, since transistor radio sets are cheaper than TV sets. In rural areas, access to both radio and television are often hampered by power problems.

The internet is not a primary source of information in Cameroon, and penetration is estimated at only 4% of the country's population of 20 million. Across the country, individuals' access the internet mainly at cybercafés – internet service centres run by private individuals. An hour of internet access costs about 400 francs CFA (approximately US\$1). The second most important access point for internet users is the work place, where many workers take advantage of the absence of restrictive regulations in internet use in the workplace. Finally, home installation of internet services has witnessed a boom, though previously rare and extremely expensive. Many more people are now beginning to receive internet at home, on their laptops and on mobile phone handsets. Generally the bandwidth available is small, making pod casting almost impossible. However, information on obituaries, births and weddings is easily accessible via the mobile phone, which has a penetration of about 40 per cent.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.8 (2008 = 2.6)

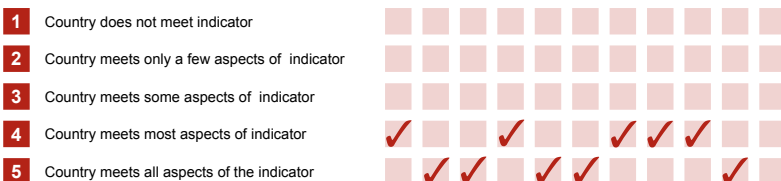
## 2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.

Once printed, newspapers generally circulate freely and are available to those who can afford it. Cameroonians also consume a wide range of foreign media. Cable television is widespread in urban centres and content depends on the rights that cable operators are able to obtain. International and foreign newspapers and magazines like the *International Herald Tribune*, *Jeune Afrique*, *New African*, and *Le Monde* are widely circulated in big cities. However, the blockage of Twitter via SMS in March 2011 could be an indication that state authorities may be considering restricting access to certain media.



## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.5 (2008 = 4.7)

## 2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

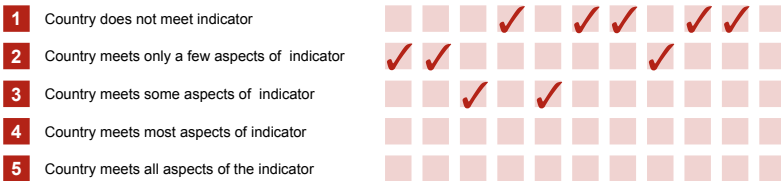
Efforts to increase newspaper circulation remain marginal. The distribution company Messapresse is unenthusiastic about sending newspapers to rural areas where operations are considered unprofitable. The state-owned *Cameroon Tribune* tries to reach most parts of the country by using its wide network of administrative offices, while *L'Effort Camerounais* takes advantage of a large network of Roman Catholic churches. One newspaper, *The Farmer's Voice*, circulates mainly in rural areas where its primary audience is located. But overall, circulation is hampered by a combination of factors, including Messapresse's monopoly, rural poverty and illiteracy, and bad road infrastructure.

« When it comes to alternative means of circulation, newspapers can only go as far as their means can permit »

There have been failed attempts at creating a second distribution company to break the Messapresse monopoly. Joint distribution strategies between newspapers have failed because their owners see each other as rivals, and have been uncommitted to combining efforts. *Le Messenger* and *The Standard Tribune* tried to distribute their own papers, but quickly ran into problems, including difficulties recovering sales revenue and alleged sabotage by Messapresse. To make up for the distribution lapses, some newspapers run a parallel distribution system but this is largely ineffective because of high costs. "When it comes to alternative means of circulation, newspapers can only go as far as their means can permit," said one panellist.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

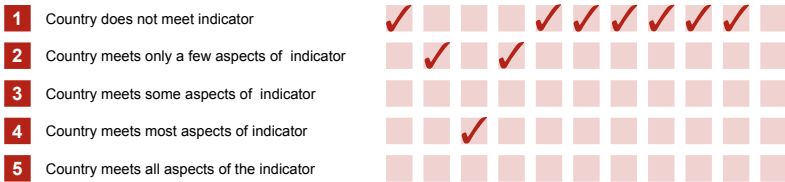
1.7 (2008 = 1.6)

## 2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference

It is unclear if the state-owned *Cameroon Tribune* has a clearly spelled out editorial policy. Interference by state authorities is commonplace, and for many years now, the newspaper has been sending a “run down” of the highlights of the next day’s publication to the Minister of Communication for vetting. The Cameroon Tribune’s board is also headed by a government official, who is usually a top executive at the presidency. Journalists complain that they are often reproached by members of government over stories they publish, and have been forced to practice self-censorship. But guided by the luminaries of the profession, many of the journalists at the government daily newspaper have studied rather well, and there are many instances where such interference is directly challenged. A recent example was the decision by the editorial team of the state paper, the *Cameroon Tribune*, to reject the proposal by some government officials to publish large portions of the book, Paul Biya: *The People’s Call*, which is a compilation of a series of letters of support, mainly from ruling party officials, inviting the Head of State to run for another 7 year term of office in 2011.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.5 (2008 = 1.3)

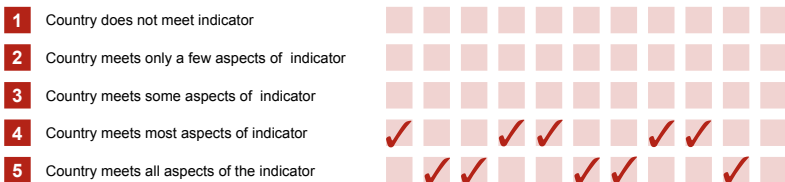
## 2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies

Article 43 of Cameroon’s 1990 law on Social Communication bars an individual from owning more than one audiovisual license. It is also illegal to operate a radio or TV station simultaneously be the publisher of a newspaper. A case in point that is often cited by many Cameroonians as an example of covert cross ownership is that off *Equinoxe TV*, *Radio Equinoxe*, and *La Nouvelle Expression* newspaper whose owner is known to many people but who is alleged to have registered the three outfits under the names of his relatives.

The owner of *Spectrum Television* operates two channels, STV1 and STV2, and panellists were unsure whether that constituted two separate media organs requiring more than one license.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 4.5 (2008 = 2.3)

## 2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

Cameroon has about 500 registered newspapers, though only about 20 are considered regular and respectable. Since 2000, when the audiovisual sector was liberalised, the number of radio and television stations has grown rapidly to more than 25 stations in 2011. In spite of this quantitative growth it is hard to say that the media outfits are sustainable and independent. Advertising is weak and media owners are often forced to lean towards political and other interest groups to stay on the market.

The government introduced media subsidies amounting to 250 million francs CFA (approximately US \$554,000) per year many years ago, but the effort is widely considered laughable as it is too small to make any significant contribution towards the sustainability of the media organs. Moreover, the media have to share the subsidy with printing presses, professional associations and cable distributors.

*« state subsidy is a move to give friendly media owners some pocket money, rather than any real attempt to make the media viable. »*

According to one panellist, the “state subsidy is a move to give friendly media owners some pocket money, rather than any real attempt to make the media viable.”

Many in the industry believe only the ratification and implementation of the Florence Convention, which advocates for tax waivers for media inputs, can really make the media viable. But many also believe that the state would be reluctant to promote a viable media out of fear that a strong media would be a threat to its very existence.

### Scores:

#### Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### Average score:

2.2 (2008 = n/a)

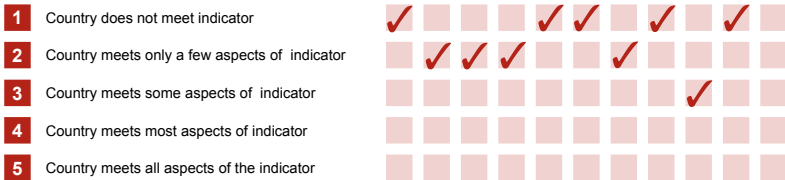
## 2.7 All media fairly reflect the voices of both women and men.

*«some women in decision making positions who are expected to speak out for other women are not prepared to grant interviews.»*

In March, Cameroon’s first private daily newspaper, Mutations, published a special issue entirely edited by women. However, this was an isolated action. When women are seen or heard in the media, it is often in stories regarding issues such as abortion and domestic violence. This focus tends to portray women in a negative light or as victims, without advancing their cause. Panellists believed that the reason for this is the cultural bias of Cameroonian society against women – a bias that is then easily reflected in the media. Women are also reluctant to come forward, and this very “macho” society assumes they have nothing good to say. One panellist pointed out that “some women in decision making positions who are expected to speak out for other women are not prepared to grant interviews.”

### Scores:

#### Individual scores:



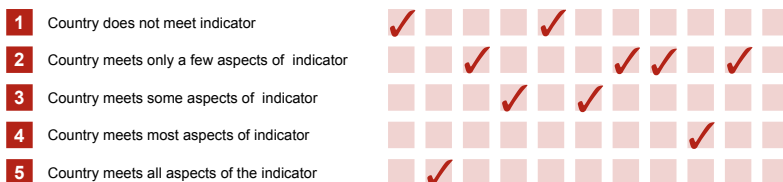
Average score: 1.6 (2008 = n/a)

## 2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

In spite of the country’s wide diversity, the media in Cameroon is generally not sensitive to issues such as ethnicity, language and social diversity. Subjects are pursued based on their news value, which may or may not deal with social diversity. As such, politics tends to dominate news coverage over everything else.

## Scores:

### Individual scores:



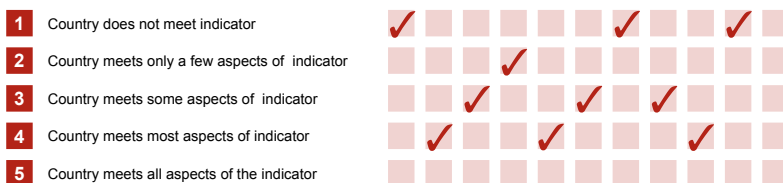
Average score: 2.5 (2008 = n/a)

## 2.9 The country has a coherent ICT policy, which aims to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

Cameroon has an internet penetration of about 4% of the country's population, and the vast majority of internet users are in urban centres. However, the government has a coherent policy to promote ICTs for the benefit of all citizens, including marginalised groups. To this end, the National Agency for Communication and Information Technologies (ANTIC) was created to promote the country's ICT sector. The Telecommunications Regulatory Board obligates mobile telephone operators to cover remote parts of the country, including uninhabited highways and remote border towns. A programme run by the Ministry of Post and Telecommunications involves creating "community tele-centres" to bring Internet and telephone to remote parts of the country. There have been programmes to train thousands of women and marginalised groups, such as Pygmies, on the use of computers. Yet, only a small fraction of Cameroonians make maximum use of ICTs because of low literacy levels and the cost of equipment, gadgets and services.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.6 (2008 = n/a)

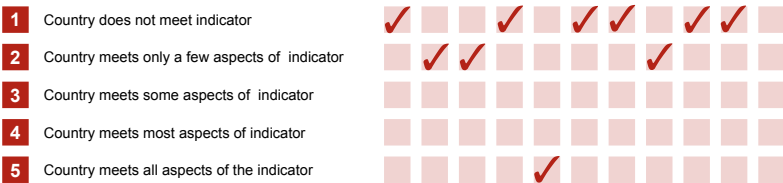
## 2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

Due to the weak private sector, the state remains the largest source of advertising for Cameroonian media. Over the years, government has used this position to control media content. Even though there is no well stated policy on the distribution of state advertising, public officials tend to give advertising to friendly news outlets and withdraw advertising from sources of unfriendly press. Additionally, there have been cases where public officials have used their power to influence private advertising. An example of this is the former Minister of Finance Polycarpe Abah Abah, who is now in detention for the alleged embezzlement of state funds. He once bullied a private bank for using advertising to “sponsor” a newspaper that regularly criticising him. Subsequently, the bank cancelled its advertising contract with the paper. “Using advertising as a tool to control the press is so well organised that it is no longer a scandal,” one panellist said.

*«Using advertising as a tool to control the press is so well organised that it is no longer a scandal»*

### Scores:

#### Individual scores:



Average score: 1.7 (2008 = 1.5)

## 2.11 The advertisement market is large enough to support a diversity of media outlets.

It is difficult to estimate the size of the advertising market in Cameroon. Several years ago, a private study estimated that the audiovisual advertising sector was worth 9 billion francs CFA (about US \$19.95 million) annually. There is no reliable estimate for the print sector. However, the advertising market in Cameroon is

generally considered to be very small. Only about three private companies advertise regularly in the media, while the bulk of advertising comes from state-run institutions and ministries. More and more advertisers prefer billboards and other platforms, partly out of fear of being perceived as supporting media outlets that may be critical of the state. Because of the thinness of the media's share of the advertising market, advertisers tend to impose advert rates that can be as small as 150,000 francs CFA (approximately US \$332.5) for a display advert on a full page. Many see advertising as a favour to the media owner, and there are no clear criteria for the placements of advertisements. Personal relationships tend to be a stronger factor than circulation, periodicity, regularity and readership or viewership.

## Scores:

### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Average score: 2.9 (2008 = 1.8)

Average score for sector 2: 2.6 (2008 = 2.0)





# SECTOR 3:

**Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.**

## Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

### 3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

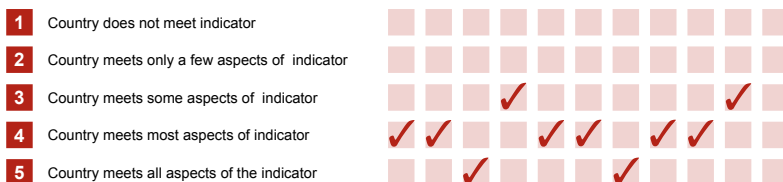
Following the 1990 law on Social Communication, the Prime Minister signed a decree in April 2000 that lay down conditions and modalities for creating and running private audiovisual communication enterprises. Article 9 of the decree authorizes the Minister of Communication with issuing licenses for the operation of radio stations and television channels. Their validity is five years for radio stations and ten years for television channels. Renewal is based on the respect of “conventions, specifications and general obligations” signed at the granting of the licence. Licence fees are as follows:

- Local commercial radio –10 million CFA (approx. US\$ 20,000)
- Local non-commercial radio –5 million CFA (approx. US\$ 10,000)
- National commercial radio –50 million CFA (approx. US\$ 100,000)
- National non-commercial radio –10 million CFA (approx. US\$ 20,000)
- Local commercial TV –50 million CFA (approx. US\$ 100,000)
- Local non-commercial TV –10 million CFA (approx. US\$ 20,000)
- National commercial TV –100 million CFA (approx. US\$ 200,000)
- National non-commercial TV –25 million CFA (approx. US\$ 50,000)

Many consider the fees prohibitive. Since 2000, when the sector was liberalised, only two television stations - *Canal 2 International* and STV - have been issued licenses. Operators say they cannot afford the fee, and the government is also accused of being reluctant to issue licenses. State authorities allow stations and channels to run without authorisation under a regime of “administrative tolerance”. This also means, however, that the government can cite the lack of authorisation as reason to close a radio or television station. In 2008, this was the reason given for the closure of Equinoxe TV and radio. The stations were later reinstated and reopened, even though no license fee was paid.

## Scores:

### Individual scores:



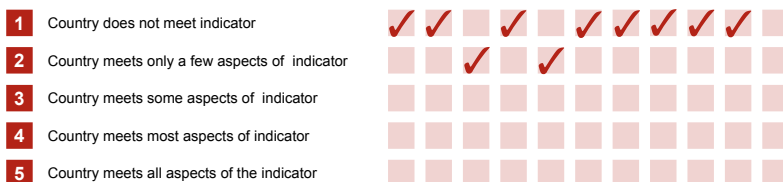
Average score: 4.0 (2008 = 3.0)

## 3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

Cameroon has a state-appointed National Communication Council, which is made up of state-officials and representatives of journalism associations. However, the organ is neither independent, nor does it have the power to regulate the broadcasting sector. Media regulation is the business of the Ministry of Communication.

## Scores:

### Individual scores:



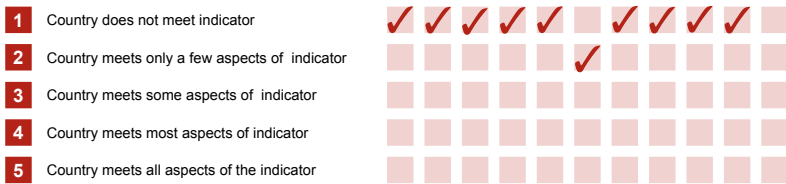
Average score: 1.2 (2008 = n/a)

### 3.3 The body regulates broadcasting services and licenses in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

The Ministry of Communication is in charge of all aspects of media regulation. It has appointed a technical committee to evaluate applications to operate radio and television stations, and advises the Ministry on the issuance of broadcast licences. Even though the Communication Council is consulted, its role is only advisory. Members of the technical committee are senior state officials from a number of government departments.

#### Scores:

##### Individual scores:



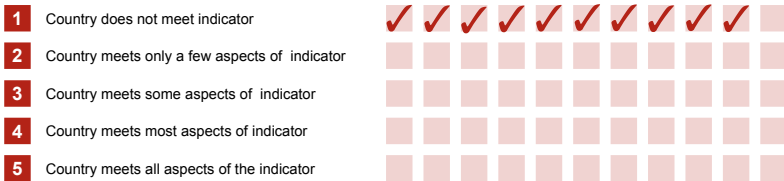
Average score: 1.1 (2008 = 1.6)

### 3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

The board of directors of the state-owned Cameroon Radio Television (CRTV) is appointed by the Head of State. For many years now, the board has been chaired by the Minister of Communication. Board members are representatives of other ministries, and do not include any independent personalities.

## Scores:

### Individual scores:



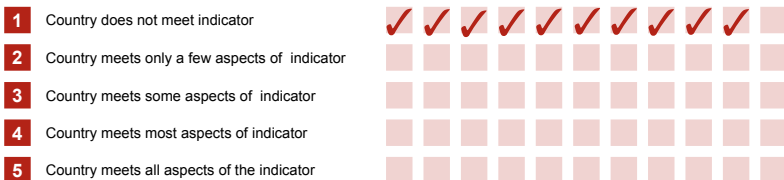
Average score: 1.0 (2008 = 1.2)

### 3.5 Office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the state/public broadcaster.

Board members of the state broadcaster are drawn from the civil service, which is highly politicised. The current chairman of Cameroon Radio and Television, Issa Tchiroma, is also the Minister of Communication and the Chairman of the National Front for the Salvation of Cameroon - a political party allied to the ruling Cameroon People's Democratic Movement.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.0 (2008 = 1.3)

### 3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practiced.

The legislation that created and organised Cameroon Radio Television (CRTV) makes no mention of editorial independence. CRTV promotes the government’s agenda and tends to allocate more airtime to the ruling party. Its journalists are civil servants who are employed by the Ministry of Communication, and paid by the Ministry of Finance. State authorities often influence programming. Such influence includes imposing blackouts of certain sensitive subjects or directing how editors and producers should orient or treat certain issues. CRTV cannot break important or sensitive stories, such as the March 2011 pirate raid on a bank in Douala, until they get an official press release or comment.

#### Scores:

##### Individual scores:



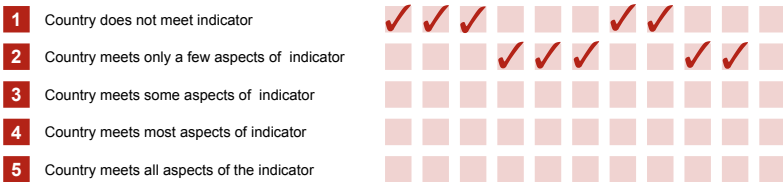
Average score: 1.1 (2008 = n/a)

### 3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.

Every employee in Cameroon pays an audiovisual tax, for which the amount varies according to the employees’ basic salaries. The money is collected by the Ministry of Finance, and is then disbursed to CRTV. Even though it is meant entirely for the running of the state broadcaster, it is hardly ever transferred to the broadcaster in full. This, in addition to frequent delays in transferring the money, places financial pressure on the state broadcaster. In March 2011, for example, salaries of CRTV employees were delayed for several weeks. Authorities are currently taking steps to pay journalists directly from the state treasury, instead of from CCTV.

## Scores:

### Individual scores:



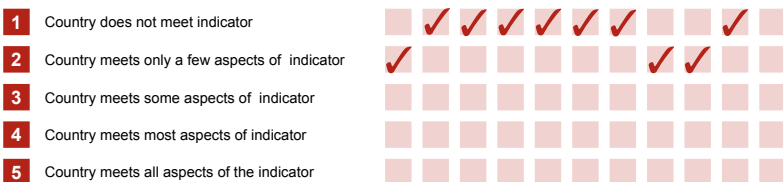
Average score: 1.5 (2008 = n/a)

## 3.8 The state/public broadcaster is technically accessible in the entire country.

Cameroon Radio Television (CRTV) covers most of the country using its network of relay transmitters and regional stations. But broadcast equipment often breaks down, and some remote localities can go without radio and TV signals for as many as six to eight months. Frequent power outages also cause transmitters to shutdown or leave affected areas without the possibility of capturing signals for weeks, or even months. CRTV is in the process of updating its production and broadcast equipment infrastructure, which is largely obsolete.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 1.3 (2008 = 1.9)

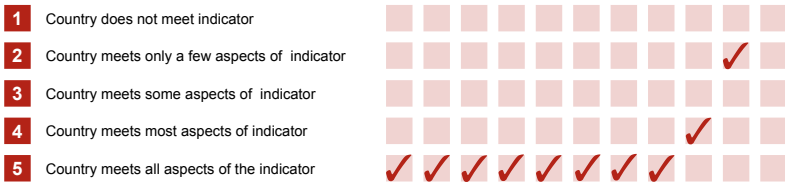


### 3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.

Cameroon’s state broadcaster offers a wide range of programming, covering topics such as politics, sports, economics, culture, religion, and entertainment. By so doing, the broadcaster attempts to respond to the needs of various segments of the population. Panellists indicated that there is a deliberate effort in this regard, with tangible results to show for it.

#### Scores:

##### Individual scores:



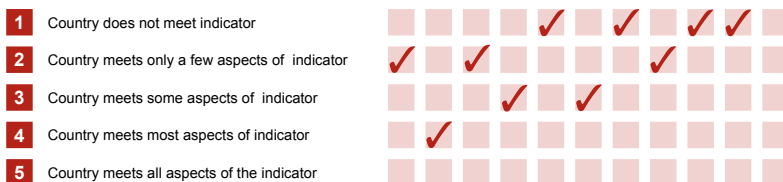
Average score: 4.6 (2008 = 3.8)

### 3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

The state broadcaster in Cameroon is widely considered to be biased in its news and current affairs reporting and programming. Newscasts are grossly dominated by government and ruling party event. Even though special slots have been created and distributed to political parties, these slots are often limited to a paltry three to four minutes a week for some opposition parties. State media journalists say they have been instructed not to cover certain political leaders and activists such as presidential aspirant Kah Walla, party leader Anicet Ekanne and activist Mboa Massock. Even though Cameroon has two official languages, (English and French) there is a marked dominance of French on both CRTV radio and television.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 2.0 (2008 = 1.8)

## 3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

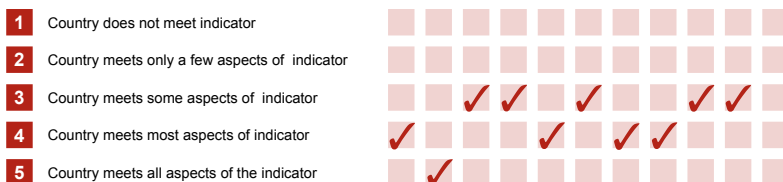
Regional stations of Cameroon Radio and Television produce at least one documentary every month. The 6pm newscast on television is dedicated to reports from the ten regions of the country, while the radio programmes 'Luncheon Date' and 'Cameroun Magazine', relay news from the broadcaster's ten regional stations.

The regional stations also run programmes in local languages.

Regional coverage by CRTV tends to be highly imbalanced, with a few regions such as the Centre, Littoral and South getting more coverage than other regions. Part of the reason for this situation is the close proximity of these regions to CRTV's radio and television production centres in the nation's capital, Yaounde.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 3.6 (2008 = 2.0)

### 3.12 Community broadcasting enjoys special promotion given its potential to broaden access by communities to the airwaves.

Cameroon's communication legislation does not make special mention of community radios, even though they are present in almost all regions and are growing in number. Community stations are often grouped with the so-called non-commercial radio and television stations, which still have to pay a fee in order to obtain broadcast licences. There is no evidence of a government effort to promote their development. Most of the country's community radios were started in the early 1990s and financed by UNESCO. A few of them, like Radio Oku, operate as true community radio stations with community funding and management but the vast majority are financed by politicians and municipal councils and are often used by their promoters to meet political ends.

#### Scores:

##### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Average score: 1.7 (2008 = 1.5)

Average score for sector 3: 2.0 (2008 = 1.7)

# SECTOR 4:

The media practice high levels of professional standards.

## The media practice high levels of professional standards.

### 4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

There is no media self-regulatory body in charge of professional standards in Cameroon. The Cameroon Media Council (CMC) is an advisory body to the Minister of Communication, whose members are chosen by the Ministry. It was established to deal with complaints from the public, as well as to handle issues of ethics. The Council was set up following deliberations within the Union of

Cameroon Journalists (UCJ), and its creation was funded by the Canadian government. But the organ is dormant, and its credibility was compromised almost as soon as it was created. In 2006, the Council failed to take a stand on the publishing in several newspapers of controversial lists of 50 alleged homosexual public figures. In this regard, the public felt the Council was biased.

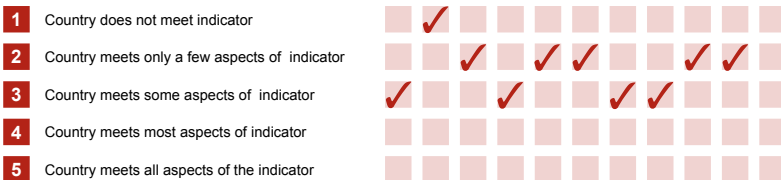
*«For some journalists, correcting wrong information seems like the worst humiliation they can ever be subjected to,» said one panellist. »*

There are two national codes of ethics for journalists in Cameroon - one developed by the UCJ and the other by the state. The Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMASEJ) is in the process of creating an ethics committee. It is unclear to what extent journalists and editors respect existing national codes. However, many newspapers such as *Mutations*, *the Standard Tribune* and *The Post* have their own in-house guides and codes of conduct, which their journalists and editors are compelled to uphold. The media law obliges newspapers to carry rejoinders or allow aggrieved parties the “right of reply”.

In spite of very harsh laws, Cameroon is replete with newspapers that are unwilling to respect basic ethical principles. Some newspapers refuse outright to run rejoinders when members of the public complain about their reporting. “For some journalists, correcting wrong information seems like the worst humiliation they can ever be subjected to,» said one panellist.

## Scores:

### Individual scores:



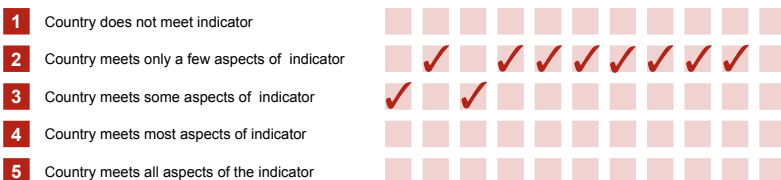
Average score: 2.3 (2008 = 1.9)

## 4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

Some Cameroon journalists make remarkable efforts to report accurately and fairly; but there is also plenty of sensationalism, careless reporting, bias, and outright fabrication of facts. One panellist recounted how a reporter with one of the country's respected newspapers interviewed him via the internet, but decided to set aside his remarks and published several lines of fabricated comments instead, quoting him as the source. "Journalists write profiles of people they have never met or interviewed, basing their work on rumours and guesswork," a panellist remarked.

## Scores:

### Individual scores:



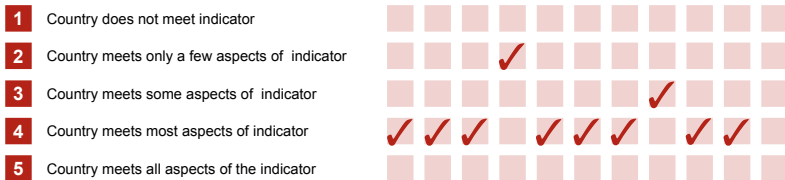
Average score: 2.2 (2008 = 1.7)

### 4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

The diversity in radio and television programming and newspaper reporting are testimony to the fact that Cameroon's media covers a wide breadth of issues, even though politics and government tend to dominate this coverage. Investigative reporting is marginal, mainly due to limited means and the difficulty of finding reliable sources of information. Investigative journalists often rely on a few sources and informants, who are sometimes bent on manipulating the media by providing them with outright lies with the aim of running down political opponents. A panellist recounted a personal experience of how he was tricked into broadcasting false information. He related how he was shocked when he went back to the person barely hours after the broadcast and was told in a very harsh and threatening tone by his informant never to set his foot in that house again. "I don't know you!" the man said.

#### Scores:

##### Individual scores:



Average score:

3.7 (2008 = 2.2)

### 4.4. Equal opportunities, regardless of race, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

A report by Friedrich-Ebert-Stiftung Cameroon on women in the media showed that there were many women working in newsrooms, but noted that they hardly ever advance to top positions. Cameroonian society is still very chauvinistic and this tends to be reflected in the media. However, there is no evidence of discrimination in pay between male and female journalists. Women's rights advocates complain that reports on women portray them in a negative light,, instead of placing them in the spotlight and promoting their cause.

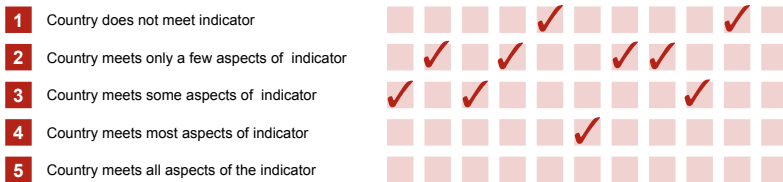
Several media houses employ handicapped people but the majority of newsrooms are ill-equipped to take care of the specific needs of handicapped workers.

*L'Effort Camerounais* and *Radio Veritas*, faith-based news organisations, require their journalists to be Roman Catholics.

Panellists were of the opinion that it is difficult for equal opportunity to be respected in this domain since professional competence - rather than race, social group, gender, religion, disability or age - is the overriding consideration in the recruitment of journalists.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.3 (2008 = n/a)

## 4.5 Journalists and editors do not practice self-censorship.

Cameroon's media laws are considered to be some of the most repressive on the continent. Criminal libel is enforced and journalists and editors tend to practice self-censorship to stay out of trouble. Economic and political interests, the proprietor's personal interests and the common practice of "brown envelope journalism" also shape the nature of reporting. Generally the media will not criticise their advertisers for fear of having their advertisement contracts withdrawn.



## Scores:

### Individual scores:



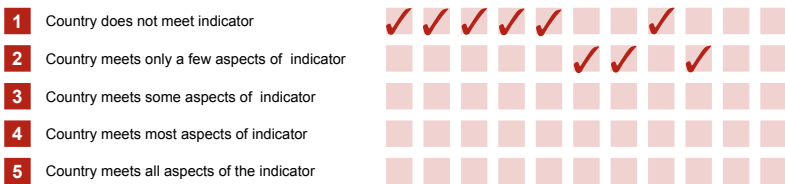
Average score: 1.6 (2008 = 1.8)

## 4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

Media owners generally influence editorial operations, particularly when their interests are at stake. Most media houses in Cameroon are sole proprietorships and owners tend to concurrently assume the role of manager, publisher and editor. There are a few media houses that could be viewed as true enterprises, with shareholders and established boards. However, even in these instances, proprietors try to control editorial content.

## Scores:

### Individual scores:








Average score: 1.3 (2008 = 1.1)

## 4.7 Journalists and media have integrity and are not corrupt.

Corruption is widespread in the media, and journalists in both the private and public media accept, and even demand, a “transport fare” after an interview or after covering an event. Some media outfits annual excellence awards are viewed simply as money-making schemes. An increasing number of reporters and publishers in Cameroon practice “investigative blackmail”, whereby they dig up wrongdoings by public officials, approach the person(s) in question and inform them of the damaging investigative report they are about to publish. After tough negotiations the reporters then strike a deal with the interested party, which consists of “killing” the story in exchange for substantial pay.

### Scores:

#### Individual scores:

<b>1</b>	Country does not meet indicator	
<b>2</b>	Country meets only a few aspects of indicator	
<b>3</b>	Country meets some aspects of indicator	
<b>4</b>	Country meets most aspects of indicator	
<b>5</b>	Country meets all aspects of the indicator	

Average score: 1.0 (2008 = n/a)

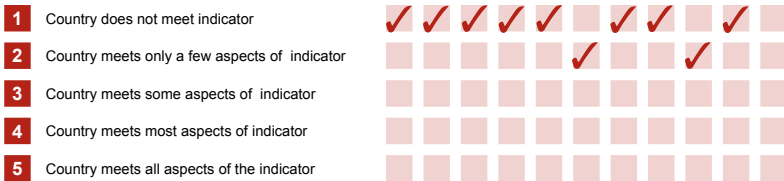
## 4.8 Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate.

Journalists’ trade unions and media owners have signed a collective bargaining agreement that sets a basic salary scale for journalists. However, most private media outfits say they cannot afford these salaries unless economic conditions for the industry improve. The state and a few private media owners pay good salaries, but the majority pay very little and rely on stringers. Some media owners simply don’t pay at all, and encourage their reporters to live on “transport money” from news sources and event organisers.

Precarious working conditions are characterised by a lack of equipment, no means of transport, the absence of health insurance and even the lack of office space.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

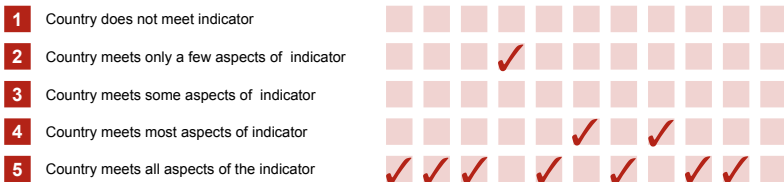
1.2 (2008 = n/a)

## 4.9 Media professionals have access to training facilitates offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

Cameroon has two state-run journalism institutions that offer courses up to the Masters Degree level, while numerous private institutions offer undergraduate diploma courses. There are many opportunities for on-the-job-training in the form of short courses and seminars organised at home and abroad. Some newspapers run in-house training and coaching sessions for their staff. The state broadcaster, CRTV, has a training centre (CFPA) that is open to candidates from other media outfits and from other countries of the Central African sub region.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.5 (2008 = 3.6)

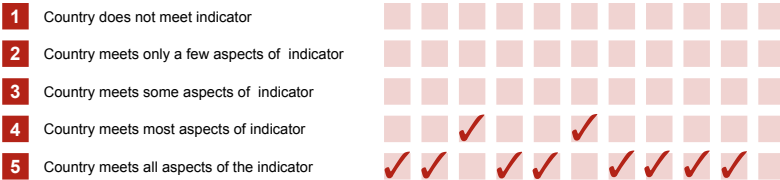
## 4.10 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations.

Cameroon boasts several journalism associations and trade unions. The Union of Cameroon Journalists (UCJ) is supposed to function as the umbrella organisation for these multiple associations, but it has been dormant for many years. The Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMASEJ) is currently the most active association that brings together journalists at a national level.

Beat-based organisations such as associations and networks of sports, business/economics, health and environment reporters are very vibrant. But there is a general feeling that the existence of so many small organisations tends to weaken, rather than strengthen, the voice of the profession.

### Scores:

#### Individual scores:



Average score: 4.8 (2008 = 3.2)

Average score for sector 4: 2.5 (2008 = 2.1)

**OVERALL COUNTRY SCORE: 2.4 (2008 = 2.0)**

## Follow-up questions

### Negative developments in the media over the past two to three years:

- In spite of the growing number of audiovisual media organisations in Cameroon, this sector made the least progress over the past two years. Only two of more than 30 operating TV stations are licensed. In 2008, authorities shut down Equinoxe TV and Radio Equinoxe in Douala, citing failure to present broadcasting licences. Magic FM in the capital Yaounde was also shut down, accused of attempting to breach public order.
- Attacks on journalists and the media have increased. Several journalists have been arrested and detained over the last three years. In April 2010, the editor of Cameroun Express, Bibi Ngota, was arrested while investigating a case of alleged corruption. He eventually died in jail while awaiting trial for alleged falsification of official documents.
- The government has appeared more eager to crack down on the media. In March 2011, authorities suspended mobile operator MTN's Twitter via SMS service, fearing a revolt similar to those that forced the presidents of Tunisia and Egypt out of power. Many public debates and documentary film festivals dealing with issues of freedom and corruption have also been banned.
- There has been an upsurge in unprofessional attitudes within the media. Journalists are increasingly accepting money to either "nail" (code word for image tarnishing) politicians or to "clean-up" (i.e. to write image-cleansing reports) public figures. This even includes those well known to be involved in dubious activities.
- Solidarity among journalists has grown weaker because journalism organisations are numerous and often poorly organised and coordinated.
- There has been minimal improvement in taking state media coverage to all corners of the country. Many parts of the country, especially remote areas, go for many months without a TV or radio signal.

## Positive developments in the media over the past two to three years:

- There are more training opportunities available to journalists of the public and private media. Most of the training is organised by international media and advocacy organisations. Many media organisations are taking the issue of training seriously, and some have developed in-house mentoring programmes for their staff. The state-owned Cameroon Tribune has signed an agreement with the Advanced School of Mass Communication to offer continuous training to its journalists.
- Media diversity witnessed a strong push within the last three years with the concretisation of some online journalism initiatives. There are today more than half a dozen online publications such as [www.camerounlink.net](http://www.camerounlink.net) and [www.journalducameroun.com](http://www.journalducameroun.com), and an increasing number of newspapers run multi-media platforms. Similarly many radio and Television stations run their own web sites.

## Way forward for the Cameroon Media:

- The critical issue for the media in Cameroon remains the elimination of criminal libel, and there is a need for increased and stronger advocacy in this regard. Furthermore,, the passing of an access to information law and the implementation of tax breaks on media inputs in keeping with the Florence Convention are also extremely important.
- The Cameroon Union of Journalists (CUJ) needs to be restructured to fully play its role and reach its potential as an umbrella association for journalists and journalism associations in Cameroon.
- CUJ also needs to set up a self-regulatory body to handle deviant behaviour in the press. It is important for media professionals themselves to take the lead in addressing these problems rather than leave them in the hands of state authorities.
- A programme for intensive training needs to be rolled out to raise journalism standards.

## Launching:

- The AMB Cameroon Report for 2011 will be launched as a public event, with members of the panel playing a key role both in its organisation and presentation. This will be done in collaboration with FES Cameroon. The report will then be distributed to journalism organisations, civil society groups, public officials and lawmakers.

- A reflection on the 1990 law on Social Communications will be organised as part of the launch of the AMB report.
- Focal points have been set up to coordinate and report to the group on the two activities identified above.
- The panel set up a committee to spearhead reflections on an intensive training programme.

*The AMB took place on the 9th and 10th April 2011 in Ebolowa, South region*

## **Panellists:**

Mr. Maurice Nkendem Forbinake  
Journalist/Editorial Writer

Mr. Roger Alain Taakam  
Journalists/Publisher

Mr. Dieudonne Gaibai  
Journalist/Professional organisation

Mr. Kini Nsom  
Journalist, trade unionist

Ms. Henriette Ekwe  
Journalist/Columnist, media owner

Dr. Manasse Endong Aboya  
Lecturer/Media Law Expert

Prof. Anicet Noah  
Journalism Lecturer

Ms. Laura Tufon  
Justice and Peace advocate

Ms. Doumara Ngatansou Aïssa  
Women rights advocate

Mr. Martin Jumbam  
Media development consultant

**Moderator:**

Mr. Emmanuel Wongibe  
Journalist/Media Consultant

**Rapporteur:**

Mr. Eugene N. Nforngwa  
Journalist/Media entrepreneur